

moteurs électriques, des appareils sanitaires, des chaînes d'ancre et pour les travaux de peinture. On leur confie éventuellement des travaux d'aménagement et de tuyautage à façon, si la demande de livraison est pressante. La SAMIC faisait venir des Africains clandestinement et les faisait travailler illégalement. Les peintres descendaient dans les trous avec un masque pour peindre toute la journée, le tout sous la surveillance des chefs d'équipes dont un sarde. Ces travailleurs clandestins n'ont obtenu un statut qu'après des grèves importantes dans les années 1970. On voit là à quoi doit se frotter l'histoire : trouver des sources à propos de relations précaires, que ce soit entre personnes morales (les FCM et les sous-traitants) ou des personnes physiques (ouvriers non déclarés).

Plus généralement, c'est l'histoire des laissés-pour-compte qui est à rechercher.

Nous avons vu que des femmes travaillaient aux Chantiers. Elles étaient soudeuses, t u y a u t e u s e s ,

chantiers étaient suivis. Lors de la visite annuelle à la médecine du travail, des radios étaient prises. Tout ceci a été détruit à la fermeture, sauf certains dossiers sauvés qui font apparaître que les médecins savaient déjà dans les années 1970 que les ouvriers étaient contaminés par la perlite et l'amiante. N'y a-t-il rien à chercher du côté de la CNAM ?

Actuellement, des chercheurs comme Anne-Sophie Bruno travaillent sur ces problématiques. Ils instaurent un dialogue entre une sociohistoire des migrations, une histoire économique (sérielle) et une sociologie du travail, afin de mettre au jour les rapports existants entre les processus d'intégration et de pérennisation des populations immigrées sur le marché français de l'emploi, ainsi que la construction des identités sociales de popu-

lations qui relèvent de statuts juridiques et culturels multiples. Dans cette démarche, l'histoire de l'immigration se nourrit des apports des études post-coloniales. Les archives publiques

SOCIÉTÉ MÉRIDIONALE D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES et de TRAVAUX PUBLICS
S.M.E.I.T.P
 TRAVAUX PUBLICS - TRAVAUX MARITIMES
 Société Anonyme au Capital de 165.000 francs
 SIEGE SOCIAL ET BUREAUX :
 LA SEYNE-SUR-MER - Quartier Bregaillon - Tél. 94.83.22

TOCONA

ATELIER : Bois Sacré
 LA SEYNE

SIEGE SOCIAL : 503, Av. de la République
 83 - TOULON

Téléphone : 94-70-51 Téléphone : 93-40-45

Carénage - Peintures - Vernis *Menuiserie - Electricité*
Charpentage Marine - Stratification *Mécanique - Diesel*

Chantiers Toulonnais de Constructions Navales

Des entreprises sous-traitantes

conductrices de grues, meneuses de ponts roulants, celles qui étaient instruites travaillaient dans les bureaux. Celles dont le mari avait été tué sur les chantiers trouvaient un travail (ainsi que leurs enfants) sur place. Mais pour les femmes d'immigrés, quel a été leur itinéraire ? L'association Histoire et Patrimoine seynois a recueilli leurs témoignages⁴. L'histoire reste à faire. Il en va de même lorsque l'on s'intéresse à la santé des travailleurs. Nous l'avons aperçu pour la fin du 19^e siècle. Mais nous n'avons pas parlé des conditions de travail, de l'émergence de la médecine du travail. Les ouvriers des

françaises renferment des milliers de dossiers individuels d'étrangers, produits du contrôle exercé par l'administration sur le séjour et le travail des étrangers. Cela conduit à étudier la gestion par l'administration française de la main-d'œuvre étrangère et à montrer la multiplicité des acteurs et agents qui interviennent dans la mise en œuvre de la politique d'immigration. Sont également mises en évidence les marges de manœuvre laissées aux étrangers au fil de leurs trajectoires administratives et l'éventail des stratégies déclaratives qu'ils utilisent pour obtenir leurs titres de séjour et de travail.

Enfin, le problème de l'immigration pourrait se lier avec celui de la désindustrialisation.

4. Voir l'article de Yolande Le Gallo, « La relève par les femmes. Histoires d'immigrations féminines »

Jacques Girault

Extrait de la thèse de Jacques Girault*, quatrième section, reproduite partiellement avec l'aimable autorisation de l'auteur. Nous ne présentons ici que la première partie qui porte sur l'étude des étrangers dans le Var dans l'entre-deux-guerres et n'abordons pas les naturalisations.**

Le Var, un des principaux départements pour la population étrangère, passe du troisième rang au huitième rang de 1921 à 1936. Ce recul résulte avant tout de l'ampleur du mouvement de naturalisations dans ce département en raison de la nouvelle législation. Les étrangers comptent toujours plus dans la population active que dans la population totale. Leur importance diminue mais reste inégale selon les secteurs professionnels.

Les étrangers jouent un rôle décisif dans les mines de bauxite, les industries de la céramique, la construction navale à La Seyne. Leur action qualitative s'exerce dans certains aspects de la vie politique et syndicale locale. En 1935, sur les listes électorales, nous avons relevé 6,3% des inscrits nés à l'étranger dont 36% d'agriculteurs et 33% d'ouvriers. À la même époque, la proportion de Français par acquisition, dans l'ensemble du pays atteint 1,3% de la population présente.

Combien sont-ils ?

Au recensement de 1926, après une augmentation régulière, leur pourcentage atteint 17,1% de la population totale et diminue par la suite en raison des naturalisations. Les proportions d'étrangers parmi les hommes dépassent largement celles des femmes jusqu'en 1926. Par la suite, les écarts diminuent. Toutefois dans l'ensemble des étrangers, les hommes pèsent de plus en plus lourd après 1926, conséquence de la place croissante des femmes parmi les naturalisés [...]

.....
* Jacques Girault, *Les Varois et le socialisme*, thèse pour le doctorat d'État ès-lettres et sciences humaines, université Paris 1, direction Maurice Agulhon, 1989.

** Quatrième section. « La population d'origine étrangère. Première partie: les étrangers », p. 250 à 272, mise en forme Yolande Le Gallo et Bernard Régaudiat.

Répartition par nationalités (tableau 1)

Les Italiens dominent, représentant toujours plus de 90% des étrangers vivant dans le département jusqu'en 1914. Après la guerre, leur part décroît progressivement de 79% dans les années 1920 à 72% en 1931, puis 65% en 1946 après la remontée constatée en 1936 (75%). Le Var quatrième département italien de France jusqu'en 1926, devient le sixième en 1931 pour retrouver son rang au recensement suivant. Jusqu'en 1926, les Espagnols occupent plus de place, puis un repli se produit. Le Var accueille, après la guerre, des soldats africains dans les troupes coloniales (Toulon, Hyères, Fréjus) et se situe au quatrième rang pour les Africains tandis qu'il reçoit des civils dans les années 1930, essentiellement en provenance du Maghreb (dixième rang en 1936). Voilà pour les gros contingents : Italiens, Africains, Espagnols.

Pour les nationalités particulières, en dépit des petits nombres de résidents, le Var figure parmi les premiers départements d'accueil : ainsi pour les Américains, pour les Turcs (3^e en 1936), pour les Britanniques (5^e en 1936), pour les Grecs (3^e en 1936). Toutefois, il convient de faire attention en raison des modifications de frontières après 1918 : par exemple, le total des Autrichiens en 1911 s'élève à 77. Une partie se retrouve sous la dénomination, Polonais ou Yougoslaves, après la guerre. Les Arméniens ne se distinguent des « autres asiatiques » qu'à partir de 1931 alors qu'ils sont présents dans le Var depuis une douzaine d'années.

Des classements divers temporaires sont établis par des services préfectoraux [...] L'immigration pour travail temporaire

Tableau 1 Les étrangers dans la population du Var distribués selon leur nationalité d'après les résultats des recensements de 1911 à 1946						
	1911	1921	1926	1931	1936	1946
Population	332 879	322 853	348 209	374 567	393 411	359 928
<i>dont</i>						
Naturalisés	n. d.	6 650	8 419	16 275	22 771	30 837
Étrangers	46 161	49 652	59 565	52 364	46 503	28 971
<i>dont</i>						
Italiens	42 403	39 627	47 207	37 919	35 246	18 833
Africains	59	4 243	3 350	4 545	4 759 (a)	4 974 (b)
Britanniques	1 238	1 352	2 000	1 876	570	118
Espagnols	717	1 679	1 861	1 694	1 372	1 951
Asiatiques	32	711	1 401	1 259	619	154
Suisses	562	560	915	807	737	337
Turcs	24	34	479	443	528	(n. d.)
Belges(c)	192	259	376	354	306	298
Américains	167	215	290	310	n. d.	184
(dont USA)	(70)	(101)	(185)	(200)	(81)	(n. d.)
Russes	85	169	284	375	433	319
Grecs	29	168	232	172	206	154
Polonais	n. d.	48	162	267	265	301
Allemands	418	112	80	221	139	95
Luxembourgeois	17	26	25	29	36	n. d.
Arméniens	n. d. (e)	n. d. (e)	n. d. (e)	370	367	540
Portugais	3	n. d.	n. d.	76	227	77

(a) dont 873 originaires d'Afrique du Nord.; (b) Union française dont 3937 Africains; (c) En 1906, Belges et Luxembourgeois comptés ensemble; (d) Il s'agit du total; (e) Jusqu'en 1926, comptés avec les Asiatiques.

échappe souvent aux agents recenseurs pour les Espagnols et, à la fin des années 1930, les conséquences de la guerre d'Espagne s'ajoutent. Le départ des citoyens britanniques correspond sans doute à un repli sur l'île des rentiers effrayés par la situation sociale française. Évoquons maintenant l'ampleur d'une immigration que le recensement sous-estime: les Arméniens sont officiellement 370 puis 367. Ils sont en fait 987, 861, puis 947 entre 1933 et 1937. La même élasticité concerne les Italiens. En 1931 et en 1936, ils sont dénombrés 37 919 et 35 246, annoncé 45 767, 43 836 entre ces deux dates puis, à partir de 1937, 44 287, 34 904, 31 676 à la fin de 1939. Ici, la baisse s'explique avant tout par les naturalisations.

La répartition des sexes évolue selon les nationalités. Les étrangers de sexe masculin dominant toujours, à l'image des Italiens (52,4% en 1911, 53,9% en 1931). Ils sont bien plus nombreux pour les Espagnols, les Grecs, les Russes, les Turcs et surtout les Africains d'expression française, militaires pour l'essentiel. En revanche les étrangères dominent chez les Allemands, les Britanniques et les Suisses. Rentières et personnels de service constituent le gros des Britanniques. Le sexe masculin dominant laisse progressivement la place au sexe féminin chez les Belges et les citoyens des USA.

La distribution entre adultes – hommes

et femmes – et enfants de moins de 16 ans n'apparaît pas dans les sources officielles. Des tableaux pour la surveillance des étrangers ou leur ravitaillement font les distinctions entre catégories. La présence d'enfants témoigne d'une résidence durable des familles. Italiens, Grecs, Espagnols, et à la fin des années 1930, Polonais, correspond à cette tendance. Les autres nationalités, hormis les Suisses, comptent peu d'enfants: immigration de célibataires, de retraités ou d'actifs aisés, chez les adultes d'un certain âge. La répartition entre hommes et femmes adultes confirme la division par sexes, en accentuant le caractère masculin qui se dégage des recensements, plus fort pour les Grecs, les Russes, les Polonais, plus modéré pour les Italiens, les Espagnols. La proportion des hommes baisse chez les adultes, dans les années 1930, pour toutes les nationalités. Les Britanniques font exception, les femmes étant majoritaires.

Les âges

Le pourcentage des Varois de moins de 19 ans recule sensiblement tout au long de la période, celui des Varois de plus de 60 ans progresse. Ce double mouvement présente des différences sensibles: baisse du nombre des jeunes Varois, augmentation accentuée des Varois plus âgés. Varois et surtout Varoises vieillissent.

Étrangers et Français [...]. Alors que la

Tableau2 Taux d'activité (en pourcentages) des Varois étrangers et des Varois français de 1926 à 1946, différenciés selon les sexes				
		Total	Hommes	Femmes
1926	Étrangers	61,7	79,6	39,7
	Français	50,8	69,6	32
1931	Étrangers	62,5	81,5	36,1
	Français	50	69,2	30
1936	Étrangers	58,3	78,3	32,2
	Français	47	69	26,6
1946	Étrangers	70	88,9	39,8
	Français	49,3	67,8	31,8

proportion des jeunes Français, après avoir reculé, retrouve sa position antérieure, les jeunes étrangers occupent une place de moins en moins importante, ce repli correspondant à la croissance des jeunes naturalisés.

Était-ce aussi le reflet d'une immigration moins familiale plus individuelle touchant plus de célibataires? La proportion d'étrangers de plus de 60 ans s'élève plus vite que celle des Français de la même tranche d'âge. Outre le signe du vieillissement, du prolongement de la vie, cette évolution signifie aussi l'ancrage dans le pays des vieux immigrants, phénomène de résistance à l'assimilation complète et consommation tardive sur place des quelques fruits de la cessation d'activité et de la retraite. La part des adultes actifs français reste stable alors qu'ils augmentent en volume. Chez les étrangers, elle occupe une place grandissante et régresse chez les naturalisés. En effet la naturalisation ne parvient pas à amputer le noyau actif étranger qui pourtant baisse en quantité après 1926. Grâce à l'entrée dans la nationalité française des enfants de naturalisés et des enfants d'étrangers nés en France, sauf refus de leur part à 18 ans, le volume des jeunes de moins de 19 ans augmente sans cesse.

La répartition des tranches d'âges reste, en gros, identique pour les Français tandis que les Françaises vieillissent. Pour les étrangers, la baisse des jeunes coïncide avec une remontée des adultes en pourcentage et en volume. Cette tendance se reproduit chez les femmes avec une baisse moins accentuée des jeunes et plus élevée des plus de 60 ans.

Le monde des adultes se transforme par la poussée des Français et la diminution plus rapide des étrangers: c'est la conséquence de la législation nouvelle sur la nationalité, entre 1926 et 1931, l'évolution est plus nette en raison des naturalisations, de la crise de l'emploi, et des mesures restrictives à l'immigration. Cette chute touche autant les hommes que les femmes.

Les naturalisations sont toujours plus nombreuses pour toutes les tranches d'âges sauf pour les jeunes à partir de 1925 et les plus âgés en 1936, résultat de la procédure de réintégration à domicile des femmes et des étrangers désirant conserver la nationalité française. Pour les plus jeunes étrangers, le sexe masculin l'emporte toujours et de plus en plus largement jusqu'en 1931. Cette situation se reproduit chez les adultes.

Cette masculinité accentuée des étrangers dans le Var et une plus forte représentation dans les tranches d'âges permettant l'activité professionnelle induisent un taux élevé d'activité [...].

L'activité des étrangers (tableau 2)

La poussée de la population active étrangère s'arrête en 1926 pour décroître ensuite pour les deux sexes, à la différence de la France où elle se poursuit jusqu'en 1931. L'activité des étrangers se maintient à un niveau constamment plus élevé que celui des Français, avec un léger tassement dans les années 1930. Dans les populations actives étrangère et française, les hommes pèsent toujours plus. À la différence de la population active française masculine qui augmente de 17% entre 1926 et 1936, la population active étrangère masculine baisse de 21% entre les mêmes dates. L'écart devient plus grand chez les femmes (-2,4% chez les Françaises, - 38% pour les étrangères). Ces dernières apparaissent particulièrement frappées par la crise des années 1930, le niveau de l'emploi féminin étant le plus touché dans un ensemble étranger entamé par les naturalisations et la réglementation plus restrictive [...]. Les expulsions semblent avoir peu touché d'étrangers dans le Var. Les actifs étrangers baissent fortement entre les recensements de 1926 et 1936 à la différence de la tendance dans le reste du pays où leur total s'élève jusqu'en 1931 pour régresser ensuite

Tableau 3
La population étrangère du Var selon les branches d'activité, en 1921, 1931 et 1936
(% des actifs étrangers par rapport au total des actifs de la catégorie considérée)

	Les deux sexes			Hommes			Femmes		
	1926	1931	1936	1926	1931	1936	1926	1931	1936
Pêche	4	2,9	3,1	3,3	2,8	2,8	14,3	6,3	16,7
Forêt, agriculture	21,3	18	18,1	22,9	20	20,3	18,9	14,9	14,9
Industries extractives	69,5	56,4	42,3	70	57,2	42,9	50	14,7	11,1
Industries de transformation	27,8	23,8	19,1	32,5	28	21,8	16	12	9,8
Manutention Transport	15,4	17,4	20	10,8	15,5	17,7	30,9	25,6	18,7
Commerce, banque	16,6	12,6	11,7	16,9	13,9	13,6	16,2	11	9,1
Professions libérales	9,5	9,8	7,6	9,3	9,5	6,8	9,6	10	8,5
Soins, dom.	29,7	22,3	19,8	21,5	17,2	15,8	31,9	23,7	21,1
Services publics	10,7	10,8	6,7	11,1	11,1	7	2,4	2	1,3
Total %	20	16,9	14,3	20,7	17,9	14,9	18,7	14,3	12,6

de façon plus importante. À nouveau, nous retrouvons dans le Var les conséquences des naturalisations.

La place des étrangers dans les rapports de production

Dans ces années 1930, les travailleurs étrangers varois quittent le secteur strictement salarié pour une position indépendante, propriétaire du moyen de production (agriculture, artisanat, commerce), parfois plus ambiguë (travail à domicile). Deux facteurs s'ajoutent : abandon de travail fréquent chez les femmes et naturalisation, démarche qui touche de plus en plus de salariés. Parfois, ils regagnent leur pays d'origine ou se déplacent vers un autre département ou un autre pays. Cette mobilité, fréquente dans les années 1930, s'organise plus tard.

Les secteurs d'activités (tableau 3)

Parmi les étrangers actifs dans le Var, la présence masculine se renforce selon les secteurs de façon différente. Dans le seul groupe des soins personnels et domestiques, les femmes, simplement majoritaires, voient leur part régresser sensiblement pendant la décennie. Elles deviennent majoritaires dans le secteur des professions libérales. Les hommes occupent une position quasi exclusive dans les industries extractives, dans le service public (plus de 98%) et, à degré moindre,

dans les industries de transformation, dans la manutention et les transports. Cette poussée masculine affecte aussi les autres secteurs.

Partout, sauf dans la manutention et les transports, la proportion de travailleurs étrangers baisse. Le recul le plus spectaculaire se situe dans les industries extractives. En dix ans les mineurs et carriers étrangers passent des deux tiers à un peu plus d'un tiers en 1936 [...].

Les actifs étrangers dans le Var sont employés avant tout dans l'agriculture et dans les industries de transformation (un tiers pour les premiers, 45% chez les femmes pour les seconds, avec un plus grand rôle des hommes) Signalons aussi la stabilité pour le bâtiment et les travaux publics, le progrès pour les soins personnels et la domesticité (importance des femmes et poids plus élevé des hommes).

Compte tenu de l'affaiblissement du total des salariés dans les années 1930, plus fort chez les femmes que chez les hommes, la stabilisation du secteur agricole, la progression dans le commerce et dans le secteur des soins personnels et domestiques, des transformations de conditions modifient ces secteurs. L'étranger y devient plus fréquent, voie supplémentaire vers une intégration future dans la communauté française. Les étrangers jouent un rôle essentiel depuis longtemps pour les activités varoises. Jusqu'en 1926, aucune statistique ne fixe la répartition professionnelle.

L'évaluation la plus fréquemment retenue (enquête de 1917) varie entre un quart et un cinquième de la population active totale. Ce taux se retrouve lors des résultats du recensement de 1926.

[...] L'enquête de 1917 cite le directeur des Forges et Chantiers de la Méditerranée à La Seyne-sur-Mer, Rimbaud, qui indique : «*Presque tous les manœuvres, un grand nombre de riveurs, de frappeurs de forge, en un mot la plus grande partie des ouvriers employés à des travaux pénibles étaient des Italiens*¹.»

L'enquête ajoute que le bâtiment comprend aussi de nombreux étrangers. Parmi les conclusions et les vœux pour l'après-guerre, les rédacteurs de l'enquête estiment qu'il ne faudra pas se priver de cette immigration vitale pour les activités du département d'autant que «*l'union la plus intime n'a jamais cessé de régner*» entre Français et Italiens. Mais selon l'enquête, il ne faudrait offrir aux étrangers les avantages des Français que dans la mesure où «*leurs gouvernements l'accordent eux-mêmes à nos nationaux*». Cette réciprocité souhaitée introduirait des traitements différents entre étrangers de diverses nationalités. En fait, la prédominance italienne pouvait, en cas d'application, éviter les heurts.

La présence étrangère n'affecte pas également tous les métiers. Dans les industries extractives, secteur à fort taux d'étrangers, inégalement répartis, la baisse des mineurs étrangers dépasse celle des ouvriers des carrières². Les mines de bauxite de la région brignolaise comptent, en 1928, 320 ouvriers dont 227 Italiens, 13 Polonais, 12 Portugais, 3 Tchèques, 7 Russes, 2 Espagnols et 2 Grecs «*et seulement 42 Français la plupart Algériens*³». Les cadres se recrutent naturellement parmi les Français métropolitains.

Parmi les industries de transformation, dans certains métiers à forte présence étrangère, des baisses de la part étrangère, entre les recensements de 1926 et de 1936, apparaissent dans la vannerie – avec une plus forte présence féminine –, la taille de pierres, le bâtiment, les travaux publics, la céramique – avec une

importante baisse dans les années 1930 et une meilleure présence masculine⁴ –, l'industrie chimique, avec un recul spectaculaire en 1936. Le haut niveau d'étrangers se maintient sans décrochage particulier pour les cuirs et peaux – plus masculines –, les métiers du bois. D'autres comptent très peu d'étrangers, comme les industries polygraphiques, les métiers du vêtement – sauf pour les travailleurs masculins. Dans un même groupe, telles les industries alimentaires, des professions attirent plus d'étrangers, les minoteries, les fabriques d'eaux gazeuses, de bières et de spiritueux par exemple. Pour les métiers de la boulangerie et de la pâtisserie, enfin, la présence étrangère diminue lentement, conséquences là aussi, des naturalisations⁵.

Dans le bloc des industries métallurgiques, l'étranger est plus faiblement représenté qu'en 1917, sauf au recensement de 1931. En 1928, dans les principaux établissements de la côte, pour quatre communes varoises, La Seyne, Toulon (arsenal maritime mis à part), Saint-Tropez et La Londe, la proportion d'étrangers varie de 25 à 38%. En outre, de grandes modifications sont enregistrées aux Forges et Chantiers de la Méditerranée. En 1928, la main-d'œuvre étrangère représente 39% des ouvriers, trois ans plus tard, 46%. Elle baisse à 32% au début de 1932 pour atteindre son niveau le plus bas, au début de 1933, 11%⁶. L'action patronale vis-à-vis de la main-d'œuvre étrangère peut aussi inciter à la naturalisation, comme dans les usines d'armement de La Londe et de Saint-Tropez, contrôlées par la Marine nationale. En application des mesures réglementaires, le Ministre de la Marine indique le rythme pour abaisser le volume des travailleurs étrangers. Il faut, selon lui, les remplacer ou obtenir qu'ils demandent la nationalité française. À l'usine de torpilles de Saint-Tropez, sur les 94 étrangers employés en 1930, il n'en reste, en novembre 1932, que 30 dont 29 accepteraient de devenir Français. À La Londe, sur les 67

.....
4. Sur les sept briqueteries-tuileries des Alpes-maritimes et du Var, dont celles de Six-Fours, de Puget-sur-Argens, de Fréjus, G. Mauco, en 1928, compte 80% d'étrangers dont 74% d'Italiens, 21,4% d'Arméniens et 3,5% d'Espagnols, *op. cit.*, p. 233.

5. En 1936, la boulangerie groupe 270 étrangers et 186 naturalisés. Trois ans plus tard, 215 boulangers (patrons et ouvriers confondus) étrangers travaillent dans 42 communes dont 98 à Toulon, 24 à La Seyne et 17 à Hyères (Arch. dép. Var, 7 M 12.6).

6. Arch. Troisième région mar., 2 A⁴ 49, rapport du préfet maritime après la visite de l'ingénieur chargé de la surveillance, 14 février 1933.

étrangers de 1930, à la même date, sur les 28 restants, 13 projettent d'obtenir leur naturalisation. Ne pouvant renvoyer immédiatement les 15 récalcitrants, le ministère propose un nouveau programme de réduction⁷.

Les autres grands groupes présentent des situations variées. Pour la catégorie des soins personnels, établissements de bains et coiffeurs, la stabilité règne (12% d'étrangers environ avec plus d'hommes que de femmes). Pour les domestiques, la baisse régulière affecte les deux sexes (32% en 1926, 21,7% en 1936). Parmi les desservants des cultes, l'augmentation des étrangers touche surtout les femmes. Pour les professions commerciales, se détachent la restauration, l'hôtellerie, les cafés, en dépit de l'affaïssement général du poids étranger⁸. Pour les seuls hôtels de Fréjus et de Saint-Raphaël, 70% des garçons d'étages sont des étrangers en 1928⁹. Se situent à un niveau fort irrégulier avec une retombée en 1931, les travailleurs du spectacle et les forains où les étrangers abondent parmi les hommes (32% en 1926, 29% en 1936). Enfin, la progression dans le groupe des transports et de la manutention vient de la poussée inégale selon les sexes, de l'importante section de la manutention, alors que dans les métiers des transports, les étrangers occupent une place sans cesse réduite.

L'Inspection du travail établit un premier bilan, dès 1935, pour le Conseil général. Le total des étrangers ne diminue pas, estime-t-elle, en raison d'une trop grande largesse dans la délivrance des cartes d'identité, sans tenir compte des quotas prévus par la loi du 10 août 1932, par exemple, dans la coiffure, l'hôtellerie ou la céramique. Dans la maçonnerie, on compte quatre fois plus d'étrangers que le maximum fixé par un décret de mars 1935 au sujet de cette profession. À la fin des années 1930, les rapports notent toujours cette présence excédentaire d'étrangers, cette fois, rendue possible par l'assouplissement réglementaire qui ne s'imposait pas, selon les auteurs, sauf pour le bâtiment et les travaux publics, secteurs souffrant des conséquences de la forte réduction des effectifs salariés passés de 11 000 à 4 000.

.....
7. Arch. Troisième région mar., 2 A 2 66.2, lettre du ministre de la marine au préfet maritime, 11 novembre 1932.

8. Parmi les étrangers, les pourcentages masculins de 1926 à 1936 passent de 26,6 à 15,6%, les féminins, de 18,7 à 11,2%.

9. Selon l'enquête de G. Mauco, *Les étrangers en France...*, op. cit., p. 263.

L'appel à l'étranger ne demeure plus officiellement d'actualité. Des professions sont même définies comme «encombrées¹⁰» par la main-d'œuvre étrangère, bâtiment, commerce de détail, boulangerie, coiffure, tailleurs d'habits, ensemble des manœuvres. Par exemple, après la loi fixant à dix pour cent leur proportion, à Toulon, les étrangers ont ouvert 30 salons de coiffure et 22 boulangeries avec des crédits bancaires¹¹.

Cette population active étrangère, entamée par les naturalisations, par les mesures restrictives, par les aléas de la conjoncture, connaît des modifications de son genre de vie. Sa condition varie du petit manœuvre italien, embauché quotidiennement dans les entreprises de travaux publics, jusqu'au propriétaire d'hôtel suisse ou britannique de Saint-Raphaël en passant par l'employé d'hôtel italien.

Souvent, un statut intermédiaire le caractérise : le type même reste le petit entrepreneur de maçonnerie italien qui, ancien ouvrier, accède progressivement à une situation indépendante et attire alors quelques compagnons recrutés par lui, dans sa région d'origine ou parmi ses «pays». À ces permanents, en voie d'installation par le mariage et la naturalisation, s'ajoutent les nombreux saisonniers dans l'agriculture ou dans des activités spécifiques telles que la fabrication du ciment ou l'exploitation des carrières.

[...] Les Italiens surclassent les autres groupes nationaux. Dans de rares professions, ces derniers débordent le seuil des 10%. Toutefois, les activités commerciales, essentiellement la restauration et l'hôtellerie, et les professions libérales les retiennent. Leur position souvent indépendante ne doit pas occulter le poids certain des salariés, en général de condition plus élevée que celles des Italiens ou des Espagnols. Cette immigration de la richesse et de l'intelligence sociale pèse peu et se répartit dans certaines communes côtières. Elle contraste avec la masse italienne qui s'accumule dans les métiers de l'agriculture, de l'industrie et des services, surtout en position dépendante.

.....
10. Arch. dép. Var, 7 M 24, rapport de l'Inspecteur du Travail, 4 décembre 1938.

11. Arch. dép. Var, 7 M 24, rapport de l'inspecteur du travail, 4 décembre 1938. En marge, au crayon, figure une note : «Pourquoi a-t-on laissé se produire ce scandale alors qu'il était toujours possible de refuser la carte d'identité?»

Ouvrières et ouvriers (italiens) de l'usine de tuiles de la Coudourière¹ à Six-Fours

Claude Majastre

Journaliers à l'usine Romain Boyer

« Mes parents et mes grands-parents, avant eux, d'origine italienne, travaillaient comme journaliers à l'usine Romain Boyer. Nous habitons quartier Curet-Bas. Ma mère était "tailleuse", comme ma tante Fanny, elle posait les tuiles sur ses genoux et ébarbait l'argile en bordure des tuiles. Elle avait les mains toutes crevassées. Mon père Fernand était défourneur, il était soumis à d'importants écarts de températures entre la chaleur des fours et la température extérieure en allant décharger les tuiles dans la cour. L'hiver il avait souvent la bronchite¹. »

Avant la Première Guerre mondiale sur les 220 ouvriers et ouvrières travaillant à l'usine Romain Boyer à Six-Fours, 210 sont d'origine italienne². Ils occupent souvent des emplois de manœuvres.

En 1936, 21 % des 4 591 habitants de la commune de Six-Fours sont italiens ou sont d'origine italienne³. Ils sont 961 dont 470 naturalisés et 491 toujours italiens.

Des conditions de travail difficiles à l'usine Romain Boyer

L'argile est extraite depuis la carrière située au nord de l'usine par des ouvriers « carriers » travaillant au début avec des pics et des pioches. Des wagonnets amènent l'argile jusqu'à une zone de stockage derrière l'usine. Les différentes phases de fabrication commencent par le broyage et le malaxage de l'argile locale à laquelle est rajoutée de l'argile marneuse de La Cadière. Les presses mécaniques sont alors approvisionnées par

un ouvrier « pressier », un autre démoule et pose la tuile sur une planchette. Les tâches les plus répétitives qui demandent le plus de précision sont confiées à la main-d'œuvre féminine. Les « perceuses » qui percent la tuile afin d'assurer sa fixation. Les brouetteuses qui transportent des piles de tuiles vers les séchoirs aux étages. Les « placeuses » qui dans les séchoirs rangent les tuiles. Les « tailleuses » qui effectuent l'ébarbage des tuiles pendant le séchage. Les « dérayonneuses » qui récupèrent les planchettes pour les ramener devant les presses.

Après une période de séchage plus ou moins longue en fonction des saisons et du temps les tuiles sont prises en charge par les « enfourneurs ». Seuls les « chefs enfourneurs » chargés de l'empilage des tuiles et des briques dans le four devant la zone de feu continu sont des ouvriers qualifiés. Après la cuisson entre 900 et 1 100°, les « défourneurs » chargent leur brouette de briques ou de tuiles et les stockent sur le terre-plein devant l'usine. En utilisant une étroite planche de bois, ils « chargent » des petits bateaux (les tartanes) qui suivront la côte jusqu'à Marseille. Les tuiles seront alors transbordées sur de plus grands navires en direction de pays lointains.

Les conditions de travail sont très difficiles, entre des températures extrêmes depuis les halls de séchage sous le mistral hivernal et la chaleur des fours avoisinant les 50°, tout cela dans une atmosphère poussiéreuse et bruyante.

En 1930, 8 millions de tuiles sont fabriquées dans l'année. Successivement trois carrières seront exploitées à Six-Fours : la première, au droit de la route menant à la tuilerie de 1902 à 1945 ; la seconde, à gauche de la route juste derrière l'usine, exploitée de 1939 à 1956 réduisant les coûts d'acheminement de l'argile. La dernière carrière se trouve à la limite de Six-Fours et de La Seyne au domaine de Cachou, près du quartier des Barelles est exploitée de 1959 à 1967. En

.....
1. L'usine portait le titre d'usine de la Coudourière, le terme « Coudourière » existe déjà sur le cadastre napoléonien de 1829. Cette dénomination a été modifiée dans le courant des années 1960 en « Coudoulière » qui signifie plage de galets.

1. Témoignage de Noëlle Durbian, épouse Nicorosi, fille de Fernand et Marie Durbian et sa cousine Mireille Durbian, le 13 août 2013 à Six-Fours.

2. Arch. dép. Var, 16 M 9.

3. Voir l'article de Jacques Girault.

1937, la production des tuiles à l'usine est de 15 700 tonnes.

La Société des Tuileries Romain Boyer à Six Fours, quartier de la Coudoulière⁴

En 1900, l'industriel marseillais Étienne Boyer (1857-1926) fonde la société anonyme des tuileries Romain-Boyer et fait l'acquisition des 45 hectares de terrains qui renferment un gisement d'argile de bonne qualité.

La profondeur de la couche d'argile, sur environ 10 mètres, doit permettre l'exploitation du gisement pendant environ soixante-dix ans.

deux étages, les salles de séchage des tuiles.

La Société Romain Boyer fait construire à la même époque un port de 150 mètres sur 120. Ceci permet de gagner sur la mer un terre-plein de 40 mètres situé devant l'usine.

Après quelques essais de fabrication l'usine commence sa production en 1904. Elle exporte des tuiles vers l'Afrique du Nord le Moyen Orient et l'Amérique du Sud. Les briques sont utilisées pour les constructions locales. Une cité ouvrière comportant deux grands bâtiments est également construite le long de la route menant à l'usine. Elle peut accueillir 80 personnes.



De gauche à droite : X, X, Annette Durbiano, Madeleine Mazza, X, Rolande Gaidoz, Madeleine Gaidoz, Marie Cayol. Devant : Fanny Galley, épouse Durbiano.
.....
(Documents René Cruvelier, quartier Brunette, Six-Fours).

Ces terrains sont situés au sud du Cap Nègre et jouxtent une plage de galets (*coudouliero* en provençal). Il y a là des sources d'eau nécessaires à la préparation de l'argile.

L'usine d'une superficie de 4 000 m² est construite entre 1901 et 1903 sur trois niveaux.

Elle comprend, les salles de malaxage de l'argile, la salle des presses à tuiles et à briques, au rez-de-chaussée deux chaînes de fours à feu continu Hoffman et au dessus, sur

.....
4. Voir article Delphine Guarino, Bernard Cros, «L'argile de la Coudoulière», *Six-Fours Magazine*, 2002, et idem, *Bulletin de Promémo*, n° 7, «Artisanat et industrie de la terre cuite à la Coudoulière».

Les femmes dans l'usine

D'après le recensement de 1936, 29 femmes résidant à Six-Fours travaillent dans l'usine des tuiles et occupent des postes déjà spécifiés, (perceuses, placeuses, tailleuses, brouetteuses). La moitié d'entre elles sont d'origine italienne. Elles viennent des provinces du Piémont, de Ligurie ou de Toscane. Les autres sont souvent mariées avec des ouvriers italiens naturalisés depuis peu. Dans ce recensement, le nom d'épouse permet de retrouver l'origine de ces familles.

Chacun des postes de travail est soumis à un rythme de travail soutenu, le tout dans un milieu et une atmosphère austères avec

le froid l'hiver, le bruit et la poussière. Ces femmes qui commencent très tôt le matin, ont en plus de leur travail, les tâches ménagères à assurer en retournant dans leur foyer. Chaque famille possède une parcelle de terre derrière son habitation (la cité ouvrière). Ce petit jardin assure un complément alimentaire bienvenu.

À la cité ouvrière, il y a une épicerie-boulangerie où l'on peut trouver tous les produits de consommation courante.

Qui sont ces femmes⁵ ?

La moyenne d'âge est de 32 ans. La plus âgée a 67 ans, la plus jeune 16 ans, et 13 d'entre elles ont entre 16 et 30 ans.

guerre, j'avais 17 ans. Les femmes avaient un travail spécifique: j'étais "dérayonneuse", je prenais les planches mâle et femelle de bois vides (sur les séchoirs). Je montais trois piles sur ma brouette. Je ne voyais pas devant moi. Je regardais à droite et à gauche pour voir où j'allais. Quand la brouette était pleine je la portais jusqu'à un monte-charge pour les faire descendre. Je tenais une presse, ça faisait 40 à 45 voyages. Une fois les planchettes vidées, elles repartaient à la presse. Je commençais à travailler un peu avant les autres. Je faisais ça, car je finissais à midi. J'ai «dérayonné» 24 ans. Au début, c'était des petites jeunes, 14-15 ans qui faisaient ce travail puis ils ont mis des femmes, deux, puis après trois. C'était vraiment un travail de forçat que l'on faisait...»



De gauche à droite :

Madeleine Mazza, X, Rolande Gaidoz, Madeleine Gaidoz.
(Documents René Cruvelier, quartier Brunette, Six-Fours).

Ce sont des mères de famille: 16 sont mariées ou veuves, 4 dites chefs de famille, 9 seulement célibataires.

L'ensemble de ces femmes ont 46 enfants soit 3,3 enfants par famille.

«C'était vraiment un travail de forçat⁶»

«Je suis rentrée à la tuilerie en 1944, après la

.....
5. Arch. municipale de Six-Fours les Plages, 1F 21, Recensement de Six-Fours en 1936.

6. Témoignage de Madame Fernande Cagnazzo, épouse Tornato, qui a travaillé 24 ans aux tuileries, dans les Cahiers du patrimoine Ouest Varois. Regard sur un terroir; Six-Fours-les-Plages, n° 11 p. 304 à 311.

La fin de la production et le retour au foyer

En 1967, après plus de soixante ans d'activité, les trois carrières sont épuisées, l'argile est alors transportée depuis La Londe, le matériel vétuste non renouvelé, l'activité de l'usine s'arrête. Certains personnels hommes sont «recasés» à l'arsenal de Toulon, aux chantiers navals de La Seyne. Les femmes, elles, le sont rarement et retournent dans leur foyer.

Nouvelles immigrations dans la deuxième moitié du 20^e siècle

à l'aventure de la construction navale et à la construction de la ville et de ses environs, par leur travail bien sûr. Mais aussi, plus rarement abordé, comment par leur présence, elles ont contribué à façonner la société civile, à enrichir la vie culturelle locale.

Une exposition visuelle et sonore

Que cette exposition ait une qualité esthétique nous a semblé important loin de la vision souvent misérabiliste liée au thème de l'immigration. Toute la collecte de documents et témoignages a été confiée à Yannick Lemesle, scénographe seynois, fils d'immigrés italiens :

« Cette exposition m'a touché, dit-il, parce que c'est un pan de l'histoire des parents de tous mes copains italiens, africains, nord-africains,

immigrés dans le temps seynois et le temps national, de 1945 à nos jours. Des cartes situent les quartiers de la ville où ces hommes et ces femmes ont successivement vécu, l'ensemble mis en regard avec des documents d'archives et de témoignages.

Des portraits

Parmi tous les récits de vie, nous avons choisi les portraits de Naziha Safti, Ahmala Diatta, Serge Mirra, Abdelkader Radjahi, Nicolas Rasoli accompagnés de montages sonores de 10 à 15 minutes pour les quatre premiers. « *Assis sur un tabouret devant des valises ouvertes contenant des documents importants de leur histoire, un casque sur les oreilles, des Seynois originaires d'Italie, du Maghreb et d'Afrique noire nous livrent*



La valise d'Ahmala Diatta dans l'exposition

alors que j'habitais la cité SNCF. À l'époque je ne connaissais rien de leur passé. »

Il a imaginé et construit les supports métalliques en parfaite adéquation avec le thème du travail, celui de la métallurgie, celui du bâtiment. Ce dispositif a mis en valeur les différents modules, portraits individuels et thématiques. Des valises ouvertes ou fermées signifiaient la possibilité pour ces ouvriers de faire venir ou non leur famille et de faire souche à La Seyne-sur-Mer.

Dès l'entrée, des frises chronologiques, des graphiques replacent les populations

leurs souvenirs grâce à un enregistrement en boucle. On entend de sa bouche comment, par exemple, à l'heure de la décolonisation, un immigré algérien est passé du statut de travailleur respectable et respecté à celui de "suspect". Il nous confie pourquoi, pour sa famille et malgré le mal du pays, il est resté en France », écrit un journaliste.

On mesure encore à quel point la fin des chantiers fut pénible pour cet italien qui dit : « Je suis resté chez moi sans sortir pendant un mois. » Puis il nous dit comment il a rebondi avant de clore l'entretien par ces mots : « Il

s'en est pas si mal sorti le rital» (Extrait de l'article paru dans *Var Matin*, 17 novembre 2011).

Les modules thématiques, avec ou sans montage sonore de 6 à 10 minutes

Travailler et vieillir seuls aborde le parcours de vie de ces hommes, les vieux travailleurs, les «*chibanis*» du foyer API à Berthe, qui sont restés là sans l'avoir vraiment choisi avec l'illusion d'un retour possible au pays auprès de leur famille.

Le conflit de la SAMIC. Une grève pour la dignité (décembre 1975-janvier 1976) illustre la dureté des conditions de travail dans une entreprise sous-traitante et la capacité à revendiquer des travailleurs immigrés.

Jean Mendy, mort de l'amiante pour la Navale, livre les confidences de sa veuve et toutes les menaces qui pèsent sur ceux qui ont travaillé au contact de l'amiante.

L'association des travailleurs noirs: le réseau associatif apparaît dans ce module (avec des archives de l'association, don de son ancien secrétaire) et celui de *La relève par les femmes* avec Naziha Safti et Femme dans la cité.

Enfin, *Nous, Emmanuel, Jaoued, Karim, Mohamed... et les autres, qui avons grandi à La Seyne*: les jeunes au nombre de quatre entre 35 et 45 ans qui ont grandi à La Seyne portent leur regard sur la ville d'avant et d'après les chantiers navals.

Quel accueil et pour quel public ?

Après l'inauguration à la Maison du Patrimoine, en septembre 2011, l'exposition a été accueillie par le centre socioculturel Nelson Mandela de la fin janvier à la fin février 2013.

Dans ces deux lieux, elle a connu un beau succès. Elle a attiré plus de deux mille personnes dont 35 classes de primaires, collèges et lycées, le public du centre de loisirs et des groupes de femmes.

Si à la Maison du Patrimoine les lycéens ont été majoritaires, à Nelson Mandela les enfants du primaire ont été plus nombreux. Les réactions des enfants et de leurs enseignants ont mis en évidence la valeur pédagogique et éducative de l'exposition. En effet après une écoute collective d'un témoignage d'un ancien des chantiers, d'origine italienne, qui racontait son arrivée enfant à La Seyne à la fin des années 1950, les visites ont été suivies

de rencontres et d'échanges fructueux. Ces témoignages ont conduit les enfants à interroger leurs proches et les réponses, le plus souvent celles de leurs grands-parents, ont permis à ce jeune public de faire lien avec leur propre histoire et d'opérer une identification bénéfique car distanciée. Ils comprenaient que cet enfant raconté et montré, leur ressemblait mais que compte tenu du contexte si différent, il était aussi très éloigné de leur réalité d'aujourd'hui. Les enfants prenaient ainsi conscience du changement lié à l'Histoire.

Nous avons travaillé à rendre l'exposition accessible à tous les publics et prioritairement aux nouvelles générations, aussi cet accueil nous a profondément réjouis.

Cette exposition a été remarquée par le ministre délégué à la ville, François Lamy lors de l'inauguration de la médiathèque Andrée Chedid précisément parce qu'elle relie les habitants d'un quartier à leur histoire.

Nous avons depuis appris que le comité d'experts «Mémoire et histoire des quartiers populaires» mis en place par le ministère s'attache à «favoriser la prise en compte de la mémoire dans les futurs contrats de ville» et compte mettre en valeur «des actions qui contribuent à modifier le regard porté par la société sur les habitants des quartiers en renforçant les liens sociaux et les liens intergénérationnels».

Cette forte expérience nous a laissé le regret de voir à nouveau cette belle et riche exposition démontée pour retourner dans ses cartons, sans qu'un nouveau lieu ait pris le relais malgré les efforts déployés dans ce sens.

En attendant de voir se concrétiser le projet municipal d'un centre d'interprétation de l'histoire et la mémoire de la Navale où l'exposition aura toute sa place, nous avons élaboré et publié un catalogue de l'exposition, d'un format modeste, mais qui permet de retrouver l'essentiel des thèmes abordés, illustrés par des textes et des photos, et la quasi-totalité des montages sonores, grâce à un cd-rom incorporé à la brochure.

Elle donne ainsi une vitrine pérenne à ces hommes et à ces femmes de migrants modestes et de travailleurs qui ont fait l'histoire de La Seyne-sur-Mer. Elle sera diffusée le 6 décembre prochain lors d'une table ronde sur la représentation de l'immigration à la télévision dans les années 1960-1980.

L'engagement militant des immigrés dans les années 1960 à La Seyne-Toulon¹

Marc Cellini

Si les années 1960 peuvent être considérées comme une étape importante ou dans certains cas comme un point de départ de mouvements et de luttes, ces combats se sont souvent prolongés bien au-delà.

Deux parcours emblématiques de cet engagement militant ont retenu l'attention : celui de Pierre Camara et ses marches contre l'apartheid et celui d'Abdelkader Radjahi et ses luttes syndicales.

Alors pourquoi ces deux parcours peuvent-ils être considérés comme emblématiques ?

Parce qu'ils sont le fruit de luttes d'un immigré africain (guinéen dans le premier cas) et d'un immigré maghrébin (algérien dans le second cas), issus des deux communautés principales au sein de la population immigrée de La Seyne-sur-Mer et des alentours. Ensuite, parce que ces actions et ces luttes correspondaient à deux sujets majeurs qui, à l'époque, étaient fondamentaux pour ces communautés immigrées : la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et la défense de l'emploi, des conditions de vie et de travail à La Seyne-sur-Mer. Soulignons que ces parcours militants sont d'autant plus remarquables qu'ils sont plutôt rares au sein des immigrés de La Seyne et de la région. En effet, les immigrés se tenaient souvent à l'écart des luttes politiques ou syndicales par crainte de représailles, et ce, d'autant plus que beaucoup d'entre eux travaillaient dans des entreprises industrielles sous-traitantes qui s'en servaient couramment de variables d'ajustement, de « chair à canon » et n'hésitaient pas à les licencier en premier.

La marche anti-apartheid de Pierre Camara

Voici en préambule un document qui

.....
1. Texte de l'intervention de Marc Cellini lors de la journée du 1^{er} décembre à La Seyne-sur-Mer qui a accompagné l'exposition « Nous, venus d'ailleurs. Immigrés, vivre et travailler à La Seyne-sur-Mer depuis 1945 ».

illustre un poster, réalisé par Monsieur Roland Monpierre, et diffusé par les associations antiracistes, soutenant à l'époque, la marche de Pierre Camara. Ce poster, très didactique, présente les principales ségrégations et injustices que subissaient les Sud-Africains de couleur. Ce document est à la fois percutant et touchant parce qu'il représente toute une famille noire et indique ce que devait subir chacun de ses membres du plus jeune au plus âgé. Et pour interpeller un peu plus le public, pour susciter chez lui un élan d'empathie, il est intitulé, comme on le voit, « Et Vous ? Le supporteriez-vous ? »

Au cœur des années 1980, face à cette situation dramatique et injuste, et en solidarité avec ses frères et sœurs d'Afrique du Sud, Pierre Camara, lui-même athlète et alors dans la force de l'âge, décide donc d'agir et d'organiser les marches contre l'apartheid, ayant pour but de dénoncer le régime qui sévissait alors en Afrique du Sud, mais aussi, plus largement, d'œuvrer en faveur de l'égalité, de la fraternité et de la justice entre tous les hommes et les femmes, quelles que soient leur couleur de peau, leur croyance ou leur religion. Vivant en France depuis environ vingt-cinq ans, résidant à Toulon, il était employé à la SAMIC, entreprise seynoise sous-traitante des chantiers navals de La Seyne-sur-Mer. Soulignons qu'il s'y illustra comme meneur syndicaliste, notamment lors de la grève de 1975-1976. Pierre Camara était ainsi un habitué de l'action militante.

Soutenues en particulier par l'Association des travailleurs noirs de la région toulonnaise, basée à La Seyne-sur-Mer, à laquelle Pierre Camara adhère en 1986, mais soutenues aussi par des associations antiracistes telles que SOS Racisme, le MRAP, la LICRA, ou encore par des partis politiques et des syndicats – le

PCF, la CGT – plusieurs marches contre l'apartheid ont eu lieu les étés, entre 1985 et la toute fin de la décennie 1980, lorsque le régime d'apartheid commence à périr pour enfin disparaître au début des années 1990.

Pour donner le coup d'envoi de sa première marche, en 1985, Pierre Camara – qui s'était longuement entraîné physiquement – part, symboliquement, en plein mois de juillet, à midi, de la place de la Liberté à Toulon, entouré, entre autre, de musiciens de jazz qui ouvrent cette marche en musique.

en place avec le soutien actif des associations : une voiture le suivait en permanence pour transporter ses bagages et des comités d'accueil de SOS Racisme, ainsi que des rassemblements l'attendaient dans les nombreuses villes étapes prévues lors de son parcours, pour y diffuser son message avec un maximum de retentissement médiatique possible. Son itinéraire comprenait Marseille, Arles, Avignon, Orange, Valence, Lyon, Chalon-sur-Saône et Dijon. Bien évidemment, à chacune de ses étapes se joignaient à lui nombre de marcheurs solidaires de son action, qui fai-

Pierre Camara : prendre l'apartheid de vitesse

A Paris, avec sa fille, il espère rencontrer le président de la République

Pierre Camara est parti hier matin de la place de la Liberté, à Toulon. Cet athlète toulonnais prévoit de parcourir 2.000 kilomètres jusqu'à Paris, en passant par la Normandie, où l'attend Léopold Sédar Senghor.

Avec sa fille, Angela, (9 ans), il compte bien sensibiliser les populations des départements traversés sur le douloureux problème de l'apartheid, ainsi que sur le sort du leader noir sud-africain, Nelson Mandela.

Soutenu par de nombreuses organisations politiques, syndicales ou humanitaires, comme le PCF, la CGT, le M.J.C.F. et le M.R.A.P., Pierre Camara espère que son exploit sportif servira à faire évoluer la situation dans le bon sens.

A Paris, en présence d'un grand nombre d'amis, noirs et blancs, il projette de rencontrer le Président de la République, le Premier ministre, et le président de l'Assemblée nationale. Ce matin, il doit repartir de Marseille pour sa deuxième étape vers la capitale. P.M.

Var - Mathis, 1^{er} 09 - 86

Pierre et Angela Camara au départ de Toulon.

Pierre Camara et sa fille Angela au départ de Toulon (Var *Matin*, 1^{er} septembre 1986).

Et vous ? Le supporteriez-vous ?

L'apartheid, c'est la vie pénible impossible... En Afrique du Sud, les Noirs doivent obéir à plus de 5 000 lois, règlements, décrets, circonscriptions, chaque instant de leur vie est sous surveillance. A chaque instant ils peuvent être arrêtés, emprisonnés, battus. Plus de 5 000 lois et règlements ! Sur ce point, il y en a à peine 20. Vous qui pouvez aller et venir librement, habitez où bon vous semble, lisez et écoutez ce qui vous plaît, supporteriez-vous ceci sans crier à l'ajustement et à l'humanité ?

Les enfants — comme les adultes — doivent avoir sur eux le "pass" qui indique quels itinéraires, quels endroits, ils sont autorisés à fréquenter. En cas d'infraction, les enfants vont — comme les adultes — en prison.

Il est interdit de parler anglais ou d'écouter sur les chaînes noires. Le rugby est interdit aux jeunes noirs.

Même les enfants au bas âge doivent avoir un "pass". Il est interdit à un individu noir de séjurer au blanc.

Si une femme noire a un travail et son droit de résidence, elle peut être expulsee de son mari.

En voiture, vous ne pouvez circuler que conformément aux indications du "pass" de tous les passagers. Pour obtenir le permis de conduire, il faut justifier d'un emploi si vous êtes noir. Les agents noirs ne peuvent verbaliser des automobilistes blancs.

Un noir ne peut voter aux élections nationales. En cas de grève, il est licencié pour rupture de contrat de travail. La plupart des syndicats sont en prison, torturés et tués.

A travail égal, un ouvrier noir gagne 1 500 FF par mois et un ouvrier blanc 22 400 FF.

En Afrique du Sud, les Noirs doivent obéir à plus de 5 000 lois, règlements, décrets, circonscriptions, chaque instant de leur vie est sous surveillance. A chaque instant ils peuvent être arrêtés, emprisonnés, battus. Plus de 5 000 lois et règlements ! Sur ce point, il y en a à peine 20. Vous qui pouvez aller et venir librement, habitez où bon vous semble, lisez et écoutez ce qui vous plaît, supporteriez-vous ceci sans crier à l'ajustement et à l'humanité ?

Il est interdit aux noirs d'habiter hors des zones réservées. Si un noir perd son emploi, il perd en même temps son droit de résidence et il peut être déplacé à 1 000 km, S'agit de sa famille. Dans les villes noires, si un courant, ni électrique, ni des services noirs font chaque jour 300 km pour aller travailler.

Les écoles blanches sont interdites aux noirs. Dans les lycées noirs, l'étude des sciences, romans, histoires noirs est interdite.

Les concours pour les postes de responsabilité dans l'administration, l'éducation, l'armée, sont interdits aux noirs. Les jeunes noirs, comme leurs parents, n'ont pas de passeports. Ne sont pas citoyens d'Afrique du Sud et peuvent être renvoyés à des "états noirs" dits homelands où ils ne sont jamais allés.

Les livres, la presse sont soumis à la censure blanche. Lire un livre interdit peut entraîner le bannissement.

Dissemination et affichage partout ce poster ! Photocopier le. Monner le ! Vous nous aidez à faire comprendre ce qu'est l'apartheid.

SYMBOLE

Pierre Camara a marché 15 jours pour lutter contre l'apartheid

Illustration Richard Mougères

Tract contre l'apartheid (archives de l'Association des travailleurs noirs).

Il ne s'agissait pour lui, rien de moins que de rejoindre en quelques semaines la capitale, Paris, en marchant à un rythme compétitif, sous une chaleur écrasante et en ne prenant que très peu de repos. Bien entendu, pour mener à bien cette entreprise, qui est aussi un exploit sportif, toute une logistique est mise

saient un bout de route avec lui. Son objectif final était de remettre des pétitions contre la ségrégation raciale entre les mains de l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris.

Comme cela a été dit précédemment, il réitère plusieurs années son exploit, en modifiant et en élargissant le tracé de son parcours

à travers la France.

En 1986, sa marche passe cette fois-ci par Marseille, Avignon, Valence, Lyon, Roanne, Moulins, Nevers, Giens, Orléans, Verneuil, Caen, Évreux, pour rejoindre enfin Paris, par étapes d'une moyenne de 50 km par jour de marche à pied ; et tout cela en n'observant au total que deux jours de repos !

Lors de son passage à Caen, il est prévu qu'il rencontre Léopold Sédar Senghor, «l'apôtre de la négritude» pour lui remettre un message. À Paris, il devait se rendre, comme l'année précédente, à l'ambassade d'Afrique du Sud, et espérait en outre obtenir une audience du Premier ministre et du Président de la République français.

Forte du succès des éditions précédentes, la marche de 1989, quant à elle, prend une dimension plus internationale, puisque partant de Marseille et arrivant à la cité du Vatican de Rome après avoir traversé une vingtaine de villes françaises et italiennes, en passant même par Monte Carlo.

À noter, pour conclure sur le sujet, que, aux dires de la presse locale, Monsieur Pierre Camara a été inquiété par la police et la justice,

probablement au cours de l'année 1986 – d'après l'article de presse, imprécis sur les dates. Il a en effet été placé une journée en garde à vue après avoir reçu une convocation du commissariat central de Toulon et inculpé de blessures involontaires, délit de fuite, refus de priorité et usurpation d'identité. On lui reprochait, je cite la

presse, d'avoir «*été l'auteur d'un accident d'auto en mars 1984 à Marseille. Une auto qu'il aurait volée, puis il aurait pris la fuite après avoir provoqué un accident et donné une fausse identité*». Il a été présenté à un juge d'instruction qui lui confirme les chefs d'inculpation. Pierre Camara accepte d'être confronté avec la victime du dit accident. Il est relâché par la suite. Toujours d'après la presse, Pierre Camara, qui n'avait jamais eu de voiture ni de permis de conduire depuis

qu'il vivait en France, se déclare totalement étranger aux faits qui lui étaient reprochés et décidé à saisir la justice à son tour pour démonter cette affaire. Il affirme dans l'article évoqué précédemment, je cite : «*Cette provocation ne me fera pas abandonner ma marche sur Paris contre l'apartheid.*» Marche qui, de fait, a bien lieu, cette année-là et les suivantes.

Et l'on peut ainsi dire que l'apartheid s'est épuisé avant l'opiniâtre marcheur Pierre Camara.

Le parcours de militant syndicaliste d'Abdelkader Radjahi

Évoquons maintenant le parcours d'Abdelkader Radjahi., retracé essentiellement grâce à son propre témoignage.

Né en 1932, Abdelkader Radjahi a commencé à travailler en Algérie à l'âge de 13 ans, en 1945. Et ce jusqu'en 1957, date à laquelle il décide de partir pour la France avec sa femme et ses deux enfants. Entre 1945 et 1957, il est employé dans un atelier de réparation de tracteurs appartenant à une grande entreprise française de travaux publics, Léon Chagnaud et Fils, basée à Paris et à Marseille, qui s'occupait des infrastructures hydrauliques pour l'arrosage de toute la plaine du Cheliff.

Mais à partir de 1954, avec le début des «événements», des troubles en Algérie, l'ambiance change. La camaraderie qui prévalait avec ses collègues de travail

français et européens disparaît et fait place à la méfiance, à la suspicion, à la surveillance. D'une manière générale, il ne se sent plus en sécurité, et, bien qu'opposé au colonialisme, il ne veut pas prendre part au conflit.

À 25 ans, il quitte sa terre natale, arrive en France et s'installe à La Seyne où il fait rapidement venir sa famille. Cinq autres enfants naissent en France. Après une tentative infructueuse pour se faire embaucher à l'arsenal de Toulon, il entre, comme chaudronnier-tôlier, à La Provençale, une entreprise métallurgique



Carte de travail d'Abdelkader Radjahi en Algérie, 1955.

qui fabrique de petites pièces pour les chantiers navals et des wagons pour la SNCF.

S'il débute comme ouvrier spécialisé (OS), Abdelkader Radjahi connaît une rapide promotion et parvient à devenir chef d'équipe.

Parallèlement à cela, un syndicaliste de La Seyne, lui propose de former une section syndicale CGT. Abdelkader Radjahi, se sentant sans cesse bafoué du fait de ses origines, accepte et, progressivement, se forme une combative section syndicale à La Provençale, qui obtient par exemple le 13^e mois, puis des améliorations des conditions de travail, des augmentations de salaires, des primes.

Une grève plus politique, contre la répression franquiste en Espagne, est également menée, à laquelle

Radjahi participe activement car il considère, selon ses propres termes, avoir vécu et subi une forme de fascisme dans l'Algérie colonisée de sa jeunesse.

En 1968, dans le sillage du mouvement national, l'usine en grève est occupée pendant un mois, Radjahi et ses camarades y dormant à tour de rôle.

Des grèves et des luttes ont eu lieu

jusqu'en 1976, au moment où La Provençale a été dissoute, parce que la chaîne de la SNCF qui produisait les wagons lui a enlevé le marché. Abdelkader Radjahi et ses camarades se retrouvent un an au chômage, un an pendant lequel ils se battent et occupent l'usine.

Ne se résignant pas à la disparition de l'entreprise, les 36 ouvriers restants recherchent des solutions pour relancer l'activité et créent une société coopérative ouvrière de production dont ils deviennent collectivement associés. La mairie communiste de La Seyne leur apporte un soutien décisif car elle rachète

l'usine, avec tous les matériels, les machines et paye le loyer. La coopérative ouvrière parvient à obtenir des commandes auprès de l'arsenal, du chantier de La Seyne et du chantier de La Ciotat.



Abdelkader Radjahi a été administrateur de la coopérative ouvrière, jusqu'à ce que cette dernière, qui n'avait plus suffisamment de travail, finisse par être rachetée par une entreprise privée, Sera Frères, en 1985. Pourquoi cela s'est-il produit? Pour beaucoup parce que tous les chantiers navals des alentours, clients de la coopérative, ont fermé les uns après les autres.

Abdelkader Radjahi obtient de demeurer dans l'entreprise Sera Frères jusqu'à sa retraite, en 1992, en se voyant reconnaître les

avantages liés à ses années d'ancienneté, y compris dans la coopérative ouvrière. Mais selon son témoignage, il se fait rapidement

«mettre au placard» du fait de son engagement militant: on lui impose ainsi un poste de gardien dans une cabine et ses dernières années de labour ne se déroulent pas dans des conditions très agréables.



Manifestation de soutien aux ouvriers de "La Provençale."

Aujourd'hui veuf et retraité, il passe beaucoup de temps auprès de ses enfants.

Titulaire de la double nationalité franco-algérienne depuis peu, il dit avoir subi beaucoup de racisme et de discrimination tout au long de sa vie.

Mais quoi qu'il en soit, malgré les difficultés, malgré les souffrances endurées, il fait partie, comme Pierre Camara, des hommes et des femmes d'origine immigrée de La Seyne-sur-Mer et de la région toulonnaise, qui, fidèles à leurs convictions, n'ont jamais courbé l'échine.

Julien Gaertner

Le conflit de la SAMIC (Société d'applications maritimes, industrielles et commerciales) à La Seyne-sur-Mer illustre un pan méconnue de l'histoire nationale. Au début des années 1970, les premières grèves d'ouvriers immigrés se déclenchent en France.

À La Seyne, la grève de la SAMIC éclate le 10 décembre 1975. Elle dure 37 jours jusqu'au 16 janvier 1976. Elle est suivie à 100% avec occupation des locaux. Elle concerne 350 ouvriers dont la grande majorité est originaire d'Afrique subsaharienne et du Maghreb.

Rappelons les revendications des ouvriers grévistes, rappelons-en les principaux acteurs, et le rapport qui existe entre la condition de travailleur et celle d'immigré dans ces années 1970.

La SAMIC est une entreprise de peinture et de décapage dans l'industrie et dans le bâtiment, à laquelle les chantiers navals sous-traitent certains travaux. Le travail des ouvriers est double: gratter les ballasts et les repeindre. Certains grands navires sont munis des citernes de ballast qui leur permettent de mieux manoeuvrer le navire. Mais cette citerne remplie d'eau est victime d'un phénomène de corrosion. Il faut alors gratter la rouille dans les entrailles du navire, puis repeindre les immenses parois de ces ballasts. Ces ballasts sont de véritables «trou d'hommes» dans lesquels les ouvriers descendent travailler huit heures d'affilée. Les caréneurs qui grattent la rouille doivent se tenir dans un espace de 80 cm de large, ils sont parfois trois dans cet espace. À cet inconfort s'adjoint la manipulation d'une peinture extrêmement toxique et agressive.

Les masques fournis par l'employeur sont désuets, rarement fonctionnels. D'ailleurs ces masques indispensables ne sont pas souvent remplacés, et on imagine les effets de ces produits chimiques sur la santé des travail-

leurs. Les évanouissements au fond des cales à la suite de l'inhalation des vapeurs de peinture sont fréquents. L'air s'y fait rare et les ventilateurs n'améliorent guère un environnement étouffant et oppressant pour les pistoleurs (qui tiennent le pistolet de peinture). Les gratteurs ne sont guère mieux lotis, eux qui usent d'une brosse rotative qui soulève une poussière aveuglante et qu'ils respirent à pleine bronche.

Non seulement les conditions de travail sont difficilement supportables pour ces hommes entièrement couverts de poussière, de peinture et de rouille, mais ceux-ci ne trouvent que neuf douches à leur disposition pour 300 ouvriers. Les grévistes ont six revendications principales:

- la garantie de l'emploi posé par leur statut d'immigrés (ils font des allers-retours entre pays d'origine et France);

- les problèmes d'hygiène et de sécurité;
- l'aménagement et la réduction du temps de travail;
- le 13^e mois;
- le réajustement des classifications et salaires;
- le paiement des heures de grève.

M. Gailhac, directeur de la SAMIC, face à ces revendications, se montre intransigeant et



refuse toute forme de négociation. Il organise une riposte en faisant déposer un tract édité par ses soins sur les pare-brise des voitures, le 23 décembre, après deux semaines de *statu quo*. Un texte qui minimise la mobilisation et accuse des manœuvres politiciennes : « Cette grève, est-il écrit, est menée par un groupe minoritaire contrôlé par des éléments extérieurs de l'entreprise avec le soutien inconditionnel du PCF », et de conclure : « Aujourd'hui, le point de mire est la SAMIC, demain, ce sera peut-être vous ! » Les témoignages oraux recueillis ainsi que les tracts syndicaux ne sont pas tendres avec le patron de la SAMIC. On dresse le portrait d'un petit chef enclin au paternalisme voire au racisme, un exploiteur auquel furent reprochées des dépenses inconsidérées sur le compte de l'entreprise.

Si le patronat fait preuve d'immobilisme, le conseil municipal de Philippe Giovannini, maire communiste de 1969 à 1978, lui-même ancien ouvrier travaillant dans la métallurgie,

les Seynois apportent aussi leur contribution. Les ouvriers organisent une quête en ville à laquelle les habitants souscrivent largement. Un comité d'action et de soutien est constitué, regroupant l'ensemble des acteurs de la société civile.

Dans ce comité, au-delà des appuis traditionnels, les militants chrétiens jouent un rôle actif qui trouve des échos dans la population. Une compassion pour ces travailleurs dont une grande partie sont des catholiques sénégalais s'exprime en cette période. Une messe de Noël est organisée dans l'usine.

Dans un des premiers tracts de la CGT daté du 19 décembre, on accuse le patronat de profiter de la situation des immigrés : on décrit des travailleurs loin de leur famille qui ont un problème de langue et dont les trois quarts sont analphabètes, et on accuse la direction de la SAMIC de « faire mûrir les problèmes raciaux ».

Dans les tracts de la CGT, le statut d'immigré n'est en aucun cas un statut particulier :



.....
 Manifestation devant le journal *La République* à Toulon, 1976.

vote une motion de soutien le 19 décembre : « Le conseil municipal soutient sans réserve cette couche de travailleurs qui a des conditions de travail difficiles... » Après la délibération des élus, le maire accompagne à la préfecture une délégation de travailleurs.

La lutte sera encadrée par la section d'entreprise de la CGT et celle des CNIM (Constructions navales et industrielles de la Méditerranée). La section locale du parti communiste, les syndicalistes CGT de CNIM, ceux de la COOP et d'EDF-GDF soutiennent et encadrent le mouvement, publiant des informations sur l'évolution de la situation. Certes, la mairie prend en charge les deux repas quotidiens des grévistes, un fonds de solidarité est voté au conseil général, mais

« L'unanimité de leur point de vue d'Africains, de Nord Africains, de Français, ajuste au plus près leur sentiment de travailleurs qui, sans aucune distinction, luttent pour de meilleures conditions de vie et de travail » (6 janvier 1976).

Ainsi dans cette lutte pour la dignité, le sentiment général qui se dégage est celui de la naissance non seulement d'une solidarité interethnique entre Algériens et Sénégalais, mais aussi entre Français et immigrés. Le conflit de la SAMIC interpelle les habitants de La Seyne-sur-Mer sur le sort de ceux qui vivent encore à la marge, et illustre à la fois la façon dont l'usine devient un lieu de rencontre et de solidarité avec la population.

La relève par les femmes. Histoires d'immigrations féminines¹

Yolande Le Gallo

«*Quand je suis venue en France, nous dit Naziha Safti, j'étais bouleversée de voir que des femmes de mon âge ou plus jeunes que moi ne savaient ni lire, ni écrire. C'était impensable. Je me disais mais pourquoi elles ne sont pas allées à l'école. Et elles sont en France, ça a dû être dur pour elles. C'est quelque chose que je n'accepte pas.*»

Asma, son aînée de vingt-cinq ans, originaire de Tunisie raconte :

«*Je suis l'aînée de dix enfants. Mon père et ma mère ne m'ont pas envoyée à l'école. Je m'occupais de mes frères et sœurs comme une maman, ma mère un peu plus arriérée que moi a dit "on l'inscrit à l'école"», mon père a répondu : « On verra, c'est une fille » . Plus tard, il l'a regretté.*

Elle ajoute : «*Le mari sort travailler, on reste avec cette souffrance. On ne sait pas lire. Mon mari était fatigué, je me suis occupée des papiers, je suis allée à l'hôpital, là j'ai compris ce que ça veut dire savoir lire et écrire.*»

Ces extraits de témoignages expriment ce qui ne se dit pas et ce qui touche l'être le plus profondément, pour reprendre les propos des historiennes Françoise Thébaud et Geneviève Dermenjian¹ qui ajoutent «*les sources orales font émerger des histoires méconnues et*

inconnues. Ce travail est particulièrement important pour construire l'histoire des femmes des milieux populaires».

L'association Histoire et Patrimoine seynoïse a collecté quarante-sept entretiens de femmes sur le thème des femmes et des chantiers. S'y ajoutent les entretiens réalisés dans le cadre du projet concernant surtout les hommes, «Immigrer, vivre et travailler à La Seyne-sur-Mer» depuis 1945 qui a abouti à l'exposition du même nom réalisée en 2011.

Qui sont ces femmes ?

Pour cet article, le choix a porté sur une vingtaine d'entretiens de femmes arrivées à La Seyne-sur-Mer entre 1948 et 2003. Ces femmes d'immigration récente sont d'origine italienne, algérienne, tunisienne, marocaine, sénégalaise. La plupart sont arrivées en France et à La Seyne-sur-Mer dans les années

1960-1980. Elles ont connu à la fois la ville industrielle, vivante, puis la ville sinistrée du chômage.

Sur la vingtaine de témoins, il y a une surreprésentation de personnes venues du Sénégal (la moitié des témoins). Cela s'explique par l'intervention de Marcia Gomis qui nous a fait entrer plus facilement chez les personnes interviewées. J'y ajouterai les propos tenus par certains hommes sur leurs femmes et par des enfants adultes sur leur mère. Beaucoup ne savent ni lire, ni écrire ou sont peu allées à l'école. Seules deux d'entre elles avaient un niveau secondaire et supérieur.



Naziha Safti

1. Intervention à la journée du 1^{er} décembre 2011 autour de l'exposition «Nous, venus d'ailleurs. Immigrer, vivre et travailler à La Seyne-sur-Mer depuis 1945.»

1. Françoise Thébaud, Geneviève Dermenjian, *Quand les femmes témoignent. Histoire orale. Histoire des femmes. Mémoire de femmes*, Publisud, 2009

Les conditions du départ

Aucune ne vient de sa propre initiative. Bon gré, mal gré, toutes suivent un mari nouvellement épousé ou rejoignent un mari épousé depuis quelque mois parfois depuis plusieurs années.

Yosra a toujours voulu venir en France. Pour Naziha en Tunisie, c'était le souhait de chacun de venir en France. Itto, domestique chez son frère à Casablanca, suit son mari qu'elle connaît peu: «*Ça ne me faisait pas peur, dit-elle. Je ne voulais pas rester paysanne, il y a trop de galère. On tire l'eau au puits, c'est dur.*» Halima née en Algérie est venue visiter son mari, le tremblement de terre de 1980 détruit sa maison et plusieurs personnes de la famille meurent, elle reste à La Seyne-sur-Mer.

Quelques années plus tard cette mère de famille de santé fragile veut venir en France

années 1950, découvrent une ville insalubre et habitent des logements sans confort, ce qu'elles n'ont pas connu à Naples ou à Tarente. Elles souffrent de l'isolement, s'enferment.

Elles vivent parfois chez la famille ou dans un meublé étroit en attendant des logements plus confortables. «*J'habitais chez ma belle-mère, raconte Catella. Ce qui me manquait le plus c'était la propreté, le confort, il manquait des choses que nous avions en Italie. Ce qui me manquait aussi c'est ma liberté, je ne pouvais pas descendre de la maison. J'étais italienne et mon mari avait peur que je me perde.*» Serge arrivé à la même époque ajoute: «*Ma mère a fait une dépression, elle voulait rentrer en Italie, elle ne voulait pas rester là, elle aussi s'attendait à autre chose. L'une de mes sœurs, celle de cinq ans avait les mêmes symptômes que ma mère, elle pleurerait, elle voulait repartir.*»



La PMI à la crèche Josette Vincent à La Seyne-sur-Mer

avec ses enfants. Elle prépare les papiers en cachette de son mari qui pensait qu'en France les enfants deviendraient délinquants.

C'est ça la France! Les premières années difficiles d'installation

Les femmes comme leurs époux passent par Clermont-Ferrand, Marseille, La Ciotat, Toulon, Six-Fours avant de s'établir à La Seyne-sur-Mer.

Pour des raisons différentes, la plupart sont déçues à leur arrivée «*C'est ça la France!*», s'exclame ce jeune homme installé avec sa mère dans les années 1980.

Ces Italiennes arrivées à la fin des

Ces Italiennes arrivent dans les quinze années qui suivent la fin de la guerre, une ville encore en reconstruction et en expansion.

C'est à cette époque en 1952 que Kedija, venue d'Algérie, rejoint son mari. Bateau, train, elle s'installe rue Victor Hugo, un enfant dans les bras. Elle s'enferme d'abord mais les voisins la sollicitent, l'incitent à mettre son enfant au jardin d'enfants de la ville. Ses voisines l'aident à s'autonomiser. Elle sort, elle tricote beaucoup, et fait plusieurs enfants. Kedija est allée à l'école en Algérie, sait lire et écrire en français. À cette époque, la méconnaissance de la langue isole les femmes, comme l'exprime Catella: «*J'allais sur le marché. Je parlais toujours en Italien.*

J'allais chez les commerçants italiens, chez le boulanger, je ne disais pas "Donnez-moi un peu de pain", mais "Dami un poco di pane"». La maîtresse de ses enfants l'incite «à parler un peu plus français».

Vingt ans plus tard, les femmes sénégalaises connaissent les mêmes difficultés. D'abord installée à La Ciotat, Diara s'ennuie beaucoup, se sent enfermée. *«Au Sénégal dit-elle, il y a du bruit, on ne ferme pas les portes, on vit en famille On pensait rentrer mais l'argent nous a obligés à rester. Le médecin a vu que je n'étais pas malade mais juste dépaysée. À La Seyne j'ai vu beaucoup, beaucoup de noirs, ça m'a plu.»*

Ce sont d'abord les enfants qui arrivent vite et qui remplissent la vie. Puis on les amène à l'école, on parle avec les copines. Parfois on commence à travailler. On travaille dur, ménage ici et là. *«Je faisais du décapage de peinture par terre. C'est comme ça que j'ai vu les bateaux, raconte Véronique. J'ai travaillé dans les chambres des bateaux pendant six mois. Ça ne me plaisait pas. C'était très dur. Comme les enfants étaient petits, j'ai arrêté.»*

La ville bruissante, vivante

Oui le travail est dur mais c'est la belle époque de La Seyne populeuse, bruissante de la sirène rythmant la vie de la ville, des coups de marteau sur la tôle, une ville bruyante et vivante.

Dans ces années 1960-1980, rappelle Michèle venue d'Algérie, *«il y avait des commerces jusqu'à la rue Esprit Armando du monde le jour comme la nuit. Je travaillais à 4h30 du matin, je n'avais pas peur de me rendre au travail, il y avait du monde tout le temps, les bars, les magasins, la boulangerie étaient ouverts tout le temps»*. Les femmes se rencontrent. On se rencontre au marché où l'on va presque chaque jour, on discute. Pour les plus autonomes on prend le thé parfois l'après-midi chez l'une ou chez l'autre, on va à la plage des Sablettes avec les enfants occasionnellement; on y pique-nique en famille et avec les amis et puis il y a la pratique religieuse.

«Ma mère s'occupait de la famille et du voisinage raconte Karim. Quand elle s'est mariée, elle s'est mise à aider tout le monde, pour le regroupement familial surtout. Elle faisait ça hors association sans rien demander en retour. C'était une femme bien intégrée. Les associations et le planning familial lui ont proposé du travail mais elle n'a pas

voulu, pour s'occuper des enfants et par tradition aussi.» La mère de Jaoued, une mère jeune au goût du jour, minijupe et pantalon à la fin des années 1960, précise-t-il, est entrée très tôt au centre culturel du quartier Berthe où elle apprend le français qu'elle maîtrisait un peu, ce qui lui permettra de suivre ses cinq enfants à l'école.

L'association des travailleurs noirs, depuis la fin des années 1970 devenue amicale des Africains du Var, organise les fêtes familiales, des sorties culturelles et de loisirs, l'arbre de Noël. Arthur Debuc, cheville ouvrière de l'association rappelle que les femmes étaient très actives dans ces manifestations. *«Elles participaient de façon régulière aux réunions trimestrielles, pour soutenir leur famille, leurs maris et elles apportaient leurs expériences, leurs conseils et nous permettaient surtout d'avoir des contacts avec leurs enfants.»* Pour lui, l'une des raisons du déclin de l'association, c'est la désaffection des femmes qui se sont tournées vers les associations des «tontines».

Si les enfants souvent nombreux comblent la vie de ces femmes qui s'adaptent, ils grandissent, les femmes se mettent alors à travailler.

Les femmes et le travail

Kadija, Michèle venues d'Algérie ont travaillé toute leur vie et se sont émancipées. Asma, s'est occupée de ses enfants pour qu'ils ne vivent pas ce qu'elle avait vécu jeune, et *«est sortie»* comme elle dit, à 45 ans. Itto, analphabète et douée, avec le soutien de son mari, encouragée par Nahzia apprend à lire et à écrire facilement. Elle préfère travailler plutôt que de poursuivre une formation. Yosra, la plus jeune, soutenue par son mari, aspire à se former pour travailler.

En réalité même à l'époque des chantiers navals beaucoup de femmes travaillent et plus particulièrement les femmes africaines dans les entreprises de nettoyage dont la plus connue est la SAMINET. Virginie arrive de Dakar en 1967, elle a 33 ans. Elle nettoie les escaliers des immeubles puis se fait embaucher à la SAMINET: *«Je nettoiais les bateaux et les HLM à Toulon et à La Seyne. On travaillait quand les ouvriers sortaient à 17h30. On lavait les bureaux et les coursives. On était nombreuses, que des femmes, des Arabes, mais pas beaucoup de Françaises. C'était un travail difficile, on grattait avec des produits toxiques. Certaines ont été malades.*

Moi je travaillais beaucoup pour nourrir mes enfants.»

Les enfants grandissent, les salaires des hommes sont parfois bas malgré les heures supplémentaires. Les femmes aspirent à travailler d'autant que le travail est encore à portée de main. Hortense, avec un mari aux chantiers navals, commence à travailler en 1981 alors que son dernier enfant a deux ans, d'abord dans un centre de vacances à Sanary puis dans une société de nettoyage à La Seyne.

quartier Berthe, les femmes étaient les piliers de la famille. Dans les familles immigrées le cadre familial, la solidarité familiale jouaient beaucoup. Ces familles connaissent elles aussi l'éclatement, le divorce et beaucoup de femmes savent que la survie de la famille dépend d'elle. Pourtant une lettre étonnante découverte dans les archives de l'association des travailleurs noirs, adressée au procureur de la République montre le désarroi des hommes face aux femmes qui ont décidé de



L'alphabétisation des femmes, 1974.

Elle prend sa retraite en 2007, *«fatiguée, dit-elle, le ménage ce n'est pas évident»*.

La relève par les femmes

Nous sommes dans les années 1980. La première vague de licenciements aux chantiers navals a lieu en 1984. La sous-traitance est touchée la première, le chômage menace. *«J'ai toujours voulu être mère au foyer comme ma mère, dit cette femme de ménage, mon mari était au chômage, il n'y avait pas beaucoup d'argent, j'ai commencé à travailler, j'ai fait le ménage.»* Hélène elle aussi a travaillé à la SAMINET pour nettoyer les plates-formes, les bateaux, les bureaux, mais la société est menacée par la fermeture des chantiers. Elle retrouve de petits boulots puis travaille dans un foyer de vieux travailleurs à mi-temps à Toulon. *«Je pense que je vais arrêter cette année, dit-elle. Je suis fatiguée. Je n'en peux plus.»*

Pour Monique Braquet, médecin au

prendre la vie des leurs en main...

Marie n'a pas connu la belle époque des chantiers navals quand elle s'installe à La Seyne en 1992. *«J'ai senti qu'il y avait eu quelque chose, dit-elle, les gens disaient La Seyne c'est plus comme avant. J'ai assisté aux premiers départs, des hommes qui allaient chercher du travail ailleurs, jusqu'à Saint-Nazaire, Marseille, Dunkerque. Ils laissaient les femmes toutes seules avec les enfants. Certaines décidaient de les rejoindre. Pour d'autres, il fallait redémarrer. Beaucoup de femmes ont voulu assurer des revenus pour la maison, pour soutenir les hommes partis. Elles ont été obligées de prendre les choses en main.»*

Comment prendre les choses en main quand on est analphabète ou tout moins quand on ne maîtrise pas le français? *«Des chantiers qui ont fermé, des enfants qui ne réussissent pas à l'école, les femmes veulent trouver une issue, poursuit Naziha. Quand elles viennent*

en cours d'alphabétisation, elles viennent parler, elles disent ce qu'elles ont sur le coeur, elles racontent leurs projets.» C'est ainsi qu'est née l'association Femme dans la cité qui proposait l'alphabétisation, l'accompagnement scolaire, des activités manuelles dont la cuisine qui donnera naissance au restaurant d'insertion *Le Petit Prince*.

Nahzia ajoute : *«Elles ont appris à lire et à écrire, elles ont passé le permis. Elles ont osé rencontrer les professeurs, elles ont changé d'attitude avec les petits à la maison et dans le quartier.»* En 1997, quand pendant deux jours le quartier s'est enflammé, les mères écrivent une lettre à leurs enfants qui sera lue dans toutes les écoles de la ville.

Marie est salariée de l'association depuis plusieurs années : *«Avec le temps, dit-elle, on se rend compte qu'on a fait des petites choses qui ont donné des résultats assez satisfaisants. Quand je croise une personne qui n'a plus besoin de l'association pour faire ses démarches, je suis très contente, l'objectif de l'association a été atteint.»*

Les femmes se sont autonomisées, elles ont pris la relève. Le dernier exemple révélateur est le développement des tontines chez les femmes africaines à partir du moment où les femmes ont disposé de leurs propres revenus. Douze à dix-huit femmes se regroupent, versent mensuellement une petite somme. A tour de rôle la somme sera investie par l'une ou par l'autre dans un projet personnel. Selon Marie, aujourd'hui des femmes d'origines diverses rentrent dans les tontines.

Dans cette Seyne populaire, industrielle, masculine, sinistrée après la disparition de sa principale industrie, les femmes en réserve ont repris le flambeau par leur relèvement, leur émancipation, leur indépendance.

Marie, dans le cadre de l'association «Femme dans la cité», a contribué à créer des jardins maraîchers sur les bords de la Reppe. Aujourd'hui, dit-elle, les femmes vieillissent souffrant de maux divers mais les plus jeunes ne veulent pas prendre la suite, elles s'urbanisent, elles font comme les autres.

**Après les «événements» de la nuit
du 14 au 15 novembre 1997**

Lettre des mamans de Berthe à leurs enfants

Tu vis dans ton quartier que tu dois respecter car c'est chez toi.

Tu sais que tu as des droits : de t'instruire, de t'exprimer, de t'amuser. Mais n'oublie pas que tu as des devoirs : respecter l'autre, le bien des autres, ses parents, tes parents.

Tu sais que la violence n'est pas le moyen pour se faire entendre.

Parle avec tes parents, discute avec ta famille, tes amis, les gens de ton quartier, de ton école, les associations que tu connais.

Tu sais que la violence n'est pas une solution.

Tu as été spectateur ou casseur, nous avons peur pour toi,

Tu es pourtant notre fierté et nous comptons sur toi car tu es utile pour l'avenir.

Tes parents

Lettre originale rédigée par plusieurs associations. Elle a été lue dans les établissements scolaires.

Le Festival international du film de Cannes ... et ses palais ! Les travailleurs immigrés du bâtiment en grève

Janine Andréani-Boulicault, secrétaire générale de l'UL-CGT Cannes

C'est en 1946 que la Croisette à Cannes a reçu ses premières vedettes au Casino municipal. En 1947, la municipalité décida d'édifier un Palais digne de cette manifestation, sur l'emplacement d'un ancien cercle nautique. Les Cannois de l'époque ne se rendaient pas compte de ce qu'allait devenir le festival. Ils avaient peu d'intérêt pour cette construction : ils voulaient surtout conserver leur casino municipal. Pourtant, il y eut une «*armée de bâtisseurs*», comme me l'ont dit de nombreux camarades du Bâtiment. Ils ont été encore nombreux à défendre ce «palais», inauguré en 1949, avec la CGT, lorsqu'il s'est agi de le démolir, après la construction des actuels bâtiments, édifiés à l'emplacement du Casino municipal.

Pour ma part, je me souviens très bien de Mai 68, des projections interrompues, des locaux envahis. Godard et Truffaut avaient appelé à arrêter le festival et à rejoindre les manifestants qui défilaient sur la Croisette. Et nous étions très nombreux ! Il y eut bien d'autres manifestations, menées souvent par la CGT. L'une d'entre elles me reste en mémoire, le jour de la projection du film *Norma Ray*. Nous avons toutes crié, très fort, «*Nous sommes toutes des Norma Ray. Nous défendons nos conditions de vie, notre travail, nos salaires et notre rôle de femme dans la société.*»

La construction du nouveau Palais fut aussi émaillée de luttes. J'étais alors détachée des PTT par mon syndicat et secrétaire générale de l'UL-CGT de Cannes. Début janvier 1981, un après-midi, j'ai vu arriver dans mon bureau un groupe impressionnant d'ouvriers en tenue de travail, accompagnés d'un chef de chantier qui m'indiqua être à la CGT. À une très large majorité, ils avaient décidé de se battre pour obtenir de meilleures conditions de travail, d'hygiène et de sécurité, et de meilleurs salaires : la CGT était attendue.

J'ai fait appel à quelques camarades de la direction de l'Union locale et nous sommes allés sur les chantiers. La grève était totale. C'est devant une foule d'ouvriers que j'ai pris la parole. J'ai apporté le soutien de la CGT et de l'union locale et les ai invités à se réunir dans les locaux du syndicat pour s'organiser. Nous avons alors traversé Cannes, tous ensemble, à la grande surprise des passants. Ce fut la première manifestation.

Jamais la salle de réunion n'avait été aussi remplie ! La majorité des ouvriers étaient tunisiens, marocains, algériens ou turcs, sauf les chefs de chantier qui, pour certains, étaient avec nous. Plusieurs actions ont été envisagées, approuvées par tous, avec la poursuite de la grève. Dès le lendemain matin, à 4 heures, heure de la première prise du travail, j'étais devant le chantier avec quelques camarades de plusieurs syndicats CGT de Cannes, des camarades retraités – que nous avions tous prévenus. Tous sont restés avec nous, sur le trottoir de la Croisette. Ils se sont organisés en petits groupes, présents chaque jour à l'heure où devaient commencer les différents chantiers.

Cela a duré presque tout le mois de janvier, dans le froid, la pluie, le mistral ! Bien sûr, tous les matins, nous avions la visite de la police, des RG, des médias avec *Nice Matin*, *FR3* et *Le Patriote Côte d'Azur* (hebdomadaire communiste). Bien sûr aussi, nous avons eu l'appui de l'union départementale CGT et du syndicat départemental du Bâtiment, du Parti communiste et du Parti socialiste. Les syndicats CGT des entreprises cannoises nous apportèrent aussi leur appui. Tous les jours, des réunions avaient lieu à l'union locale. Les manifestations dans Cannes, les délégations à la mairie regroupaient pratiquement tous les grévistes. Il faut dire qu'ils avaient des raisons pour se battre.

Quand nous avons découvert leurs

conditions de travail et d'hébergement, leurs salaires, nous avons tous été bouleversés. Bien entendu notre tâche était de les aider, de les défendre et de lutter avec eux. Ce fut un grand moment de solidarité et de fraternité. Ils étaient hébergés dans des «algécos» à Cannes La Bocca où il n'y avait aucune commodité : pas de chauffage, une couverture pour plusieurs personnes. Nous étions en janvier ! L'eau gela dans les cuvettes et il fallait casser la glace pour faire sa toilette ou pour préparer, sur de petits campings gaz des boissons chaudes. Quant aux conditions de travail sur les chantiers, elles étaient vraiment insupportables et insoutenables. Aujourd'hui, lorsque je passe près de ce palais ou lorsque j'y entre, je ne peux m'empêcher de penser à cet immense trou, creusé pour les fondations, plein de boue et de saleté, dans lequel devaient travailler ces ouvriers. L'eau de mer envahissait tout. Il n'y avait pas de toilettes... tout se faisait dans la boue.

Nous avons fait intervenir l'inspection du travail et les services d'hygiène et de sécurité. Et nous leur avons fait visiter le chantier. Pour aller d'un endroit à l'autre, dans ce trou béant, tout le monde passait sur des planches peu stables, certaines menaçant à tout moment de s'effondrer. Je me suis engagée sur l'une de ces planches accompagnée des représentants des services d'hygiène et sécurité et d'ouvriers désignés par leurs camarades, les autres restant massés à l'entrée. C'est alors

qu'un des policiers qui nous surveillait hurla : *«Regardez cette salope, au milieu de tous ces bicots !»*. Je ne pourrais jamais oublier ce moment, les grévistes, tous maghrébins qui m'ont entourée pour me protéger et ce que répondit l'un d'entre eux, qui parlait très bien français : *«C'est la secrétaire de la CGT, elle nous défend, c'est notre sœur, notre rayon de soleil, ne la touchez pas.»* Une fraternité qui m'a bouleversée. Cet ouvrier n'a pas manqué de me témoigner sa sympathie chaque fois qu'il me rencontrait.

Après cette visite du chantier et lors de la réunion l'après-midi à l'union locale, tous ont décidé de manifester le soir devant le commissariat pour demander une entrevue

au commissaire. Le secrétaire de l'Union départementale était avec nous. Nous avons exigé la condamnation de ces propos et aussi l'arrêt des provocations qui se multipliaient, depuis quelques jours, le matin, auprès des piquets de grève. Il nous a fallu d'ailleurs, à ces moments, beaucoup de vigilance pour éviter des heurts et j'avoue que, quelquefois, j'ai eu un peu peur. Mais grâce au nombre de militants, très important sur place, nous avons pu éviter les incidents. En revanche, nous n'avons jamais eu aucun problème avec la population et toutes les manifestations en ville se sont déroulées dans le calme. D'autres rencontres ont eu lieu avec la mairie, afin qu'elle intervienne auprès des entreprises, en faveur des revendications.

Après un mois de grève, de délégations et de manifestations – depuis 1968, la ville n'en avait pas connu autant – le travail a repris, des revendications ayant été satisfaites. Je me souviens qu'avaient été obtenus des «algécos» supplémentaires avec du chauffage et des couvertures pour tous, la possibilité de prendre des repas chauds. Les horaires avaient été modifiés et la prise de travail ne se faisait plus à 4 heures du matin, grâce à

une meilleure organisation. La sécurité avait été améliorée, avec des matériaux plus stables pour travailler et traverser les chantiers de fondation. Des toilettes avaient été installées. Quant aux salaires, au paiement des heures supplémentaires, à l'augmentation des effectifs,

je n'en ai plus aucun souvenir. Le temps a passé et, malheureusement, tous les documents qui auraient pu aider à la mémoire de ce grand mouvement de grève, tracts, articles de presse, photos, ont été détruits à l'UL de Cannes lors d'inondations.

Certes, les conditions de travail étaient meilleures, mais encore dures. Avec le syndicat CGT que des travailleurs avaient rejoint, ils se sont sentis plus forts pour agir et rester vigilants. Ils se sont souvent réunis à l'Union locale. La dernière réunion a confirmé, si besoin était, que la lutte paye et que, tous ensemble, solidaires, on peut gagner. Nous avons fêté quelques jours après cette victoire à Cannes La Bocca sur le lieu de leur



Le grand escalier du Palais des festivals de Cannes

hébergement, bien amélioré, y compris pendant les derniers jours de grève. Le syndicat du Bâtiment s'était renforcé en adhésions. Grâce à eux, la CGT est restée présente sur les chantiers après leur départ.

Dans ma vie militante, cela aura été un grand moment. De toutes les grèves, de toutes les luttes, de toutes les manifestations auxquelles j'ai participé, celle-là aura été passionnante, enrichissante. J'ai alors ressenti avec plus de force ce qu'est la fraternité. Elle a aussi été très dure. Tous les matins à 4 heures, pendant ce mois de janvier, il fallait être sur place.

Depuis, le Palais a encore été agrandi et transformé. Il reçoit, chaque année, le festival international du film en mai et de nombreux congrès. Mais il y a eu et il y a encore des initiatives de la CGT au pied du grand escalier. Je me souviens, par exemple, de la venue des métallos de La Seyne-sur-Mer. Et cette année 2003, des rassemblements de nombreux enseignants, fonctionnaires, retraités lors du grand mouvement de mai dernier et, bien entendu, des intermittents du spectacle. Et le Mouvement de la paix contre la guerre en Irak. Évidemment j'y étais, avec, au fond de moi, le souvenir de ce mois de janvier 1981.

La Jeunesse ouvrière chrétienne et l'Action catholique ouvrière et l'accueil des immigrés

Patrick Hautière

L'originalité des mouvements d'action catholique comme la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et l'Action catholique ouvrière (ACO), a toujours été et reste dans leur double fidélité à la classe ouvrière et en Jésus-Christ, en proposant aux jeunes et aux adultes de prendre conscience de leur appartenance à la classe ouvrière et de découvrir la foi chrétienne.

L'action de la JOC

La JOC, née en 1925 en Belgique et en 1927 en France¹, tend comme l'Église catholique à l'universalité. Un premier rassemblement international, en Belgique, rassemble quatorze pays.

Elle attache une attention particulière à la dimension internationale du mouvement. Elle crée le Centre de formation et d'échanges internationaux en 1960², exprimant ainsi toute sa solidarité avec les jeunes travailleurs du monde entier.

Dès 1946, avec l'arrivée massive des travailleurs étrangers pour aider à la reconstruction du pays, la JOC se soucie de leur accueil. Italiens, Portugais ou Espagnols, pour la plupart d'origine catholique, la question de la foi chrétienne peut leur être posée. Par contre à

partir des années 1960, l'arrivée des travailleurs nord-africains d'origine maghrébine pose plus de difficultés. Le mouvement doit-il proposer la foi musulmane ?

La variété des langues, les modes de vie différents, les jeunes nés en France et tiraillés entre deux cultures, sont autant de questions restées ouvertes. Sans oublier l'hostilité d'une grande partie de la population française qui voit les immigrés comme des concurrents, prenant le travail des Français et touchant indûment les indemnités de chômage et les prestations sociales.

La JOC dans ce contexte a mené une double action éducative: celle envers les Français en dénonçant le racisme qui couve dans la société et celle envers les jeunes immigrés afin qu'ils découvrent la situation réelle de leur pays d'origine et les causes de l'immigration.

La deuxième action est la création de la catégorie «Immigrés» qui apparaît en 1974³.

Bien avant, des comités d'action sont

.....
1. Patrick Hautière, «L'implantation de la JOC dans Le Var», *Bulletin de Promémo*, décembre 2008.

2. Pierre Pierrard, Michel Launay, Rolande Trempé, *La JOC: regards d'historiens*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1984, p. 168

.....
3. *Idem*, p. 172.

constitués, animés par des militants français, regroupant français et immigrés ou regroupant uniquement des immigrés.

Le Var, par sa situation géographique en bordure du bassin méditerranéen, au-delà de ses évolutions politiques, a toujours été une terre d'accueil pour les étrangers. La JOC varoise a donc accueilli en son sein de nombreux jeunes issus de l'immigration italienne, d'Afrique noire ou maghrébine.

Les réunions d'équipe permettaient aux jeunes militants de porter témoignage. A... (Tunisien), en équipe JOC sur Hyères témoigne en novembre 1969 :

«Je suis électricien... il y a de nombreux manœuvres immigrés qui ne sont pas respectés sur le chantier..., personne ne leur parle... On note des réactions très dures contre les immigrés... ils viennent prendre le travail des Français⁴.»

La JOC a permis à de nombreux jeunes issus de l'immigration, de se découvrir du monde ouvrier et de devenir militant dans les organisations ouvrières.

Michel Hervelin responsable de la JOC du Var, parti travailler pour son entreprise comme mécanicien à Oran écrit à ses copains de la JOC du Var le 16 décembre 1973⁵. Il réagit à la suite de l'attentat survenu à Marseille le 14 décembre qui a fait quatre morts et vingt blessés, tous algériens :

«Quels que soient les tueurs et leurs raisons, les causes du racisme qui a abouti à l'attentat de Marseille sont multiples. Et peut-on condamner seulement Marseille ? Non ce serait oublier qu'à Toulon, qu'à Hyères, qu'à Paris, qu'à Ancerville même, des gens sont racistes. Ce serait aussi oublier de me remettre en cause, dans mon attitude vis-à-vis des étrangers.»

Comme une lettre formatrice pour ses copains jocistes, il dénonce les causes du racisme : les 130 ans de la colonisation française, le système capitaliste qui divise travailleurs français et travailleurs immigrés, la peur du racisme qui croupit dans chacun d'entre nous, et pour finir :

«Je n'ai pas de conseils à vous donner, mais on peut se remettre en cause mutuellement ! Je vous demande donc d'agir par tous vos moyens et partout où vous êtes contre le racisme, contre ses causes... Bientôt l'Objectif 74⁶ à Paris. Comment le préparez-vous avec les copains

.....
4. Rencontres des responsables fédéraux. Bilan de la campagne mondiale contre le chômage «Un travail pour tous». Le Beausset. 23-24 novembre 1969. Archives JOC Var.

5. «Lettre aux copains et filles de la JOC du Var», Oran le 16 décembre 1973, Archives JOC du Var

6. Rassemblement national de la JOC à Paris, juin 1974

étrangers de la fédé ? Avec Ahmed le tunisien, avec Allal, Driss, Marocains, avec Rachid...»

Dans les années 1970, des week-ends de formation étaient organisés pour les immigrés sur la région PACA. Djamel, responsable de la catégorie «Immigrés» sur Toulon, témoigne lors d'une rencontre de responsables à Garéoult en 1976, de l'évolution d'un copain, A... qui accepte de venir au «week-end Immigrés». A... découvre alors qu'il peut agir avec ses copains et prendre sa place dans le combat ouvrier⁷.

Dans les années 1980 avec la montée du chômage, les jeunes se retrouvent désœuvrés dans les cités. La JOC leur permet de parler de leur quartier et de ce qu'ils y font, comment ils s'organisent.

W..., née en France, d'origine algérienne, raconte :

«Je m'ennuie dans mon quartier (Toulon, Sainte-Musse). Beaucoup même. Il n'y a rien. Mes copines : Leila, Fadila, Sabrina, l'équipe JOC du quartier. Ce n'est pas le genre à critiquer. On s'entend bien. La seule chose qu'on peut faire, c'est quand on arrive de l'école, on reste dans le couloir à six ou sept. On discute, mais ça ne plaît pas aux gens. Hier soir, une femme a envoyé un cageot dans la tête d'une copine parce qu'on la gênait, assis dans l'escalier. Ou alors on nous lance de l'eau. Pourtant les voisins font aussi le bordel. Il n'y a pas que les jeunes. Mais quand on n'a rien à faire on économise, on se donne rendez-vous, on regarde si on a assez ou pas, on met en commun et on va au café sur le port⁸.»

Les jeunes issus de l'immigration se retrouvent dans les comités chômeurs de la JOC avec l'action pour la gratuité des transports⁹, s'investissent dans leurs quartiers pour l'améliorer : démarche auprès de la mairie de La Seyne pour obtenir une passerelle au-dessus d'une route suite à l'accident qui a coûté la vie à trois enfants¹⁰.

C'est aussi lors des «pots des potes», en janvier 1995, l'organisation d'une soirée «Formation Débat» sur la toxicomanie. Au cours de l'été 1995, l'opération prévention est l'occasion de partir en vacances avec les camps d'été au Verdon. Présentation de sketches aux fêtes de quartier à Sainte-Musse, semaine antigalère en février 1995 à

.....
7. «Compte rendu de réunion des responsables à Garéoult les 6 et 7 mars 1976», note manuscrite, Archives JOC du Var.

8. «Compte rendu Journées d'étude fédérale les 27 et 28 septembre 1986», Archives JOC du Var.

9. *Var Matin*, 16 avril 1988.

10. *Jeun's Avenir*, mai 1994, journal équipe JOC La Seyne Berthe, Archives JOC du Var.

La Beaucaire, rencontre ados au village du Beausset en novembre 1995.

Quelques témoignages anonymes mais qui parlent :

«Ce qui m'a beaucoup plu: la veillée internationale. On se présentait. On disait nos origines: Italie, Espagne, Égypte, Inde, Sénégal, Sicile, Antilles, Algérie... On a découvert qu'on est tous différents, mais pas racistes. On aime bien vivre ensemble» (reprise du camp à Château-Rima 28 juillet-3 août 1995).

«Une sortie délirante avec la balade sur la colline, le débat qu'il y a eu au sommet à propos du racisme. Je me souviens d'une fille qui a dit: noirs, blancs, arabes on est tous pareils, on a la même couleur de sang et nos larmes sont salées¹¹.»

À la fin des années 1990, la situation change, le mouvement chrétien sans renier son appartenance au mouvement ouvrier appuie fortement la proposition de la foi chrétienne, en insistant sur la démarche de «la révision de vie» (Voir, Juger, Agir)¹², ce qui rend plus difficile l'intégration dans le mouvement des jeunes d'origine maghrébine.

Aujourd'hui le décor a changé, les événements des dernières années (attentat du 11 septembre 2001, conflit Israël-Palestine, montée de l'intégrisme religieux), l'échec des politiques de la ville ont isolé les cités, ont désorienté et «déraciné» les jeunes et ont mis à mal le vivre ensemble, que la JOC a tenté de développer depuis ses origines.

Souhaitons que les relais «Jeunes Solidaires¹³» dans les quartiers, développés par le mouvement depuis 2005, répondent mieux aux aspirations des jeunes issus des milieux populaires.

11. Document «La JOC, la rencontre avec les autres», 1995, Archives JOC du Var.

12. Supplément *La Croix*, octobre 1988.

13. Calendrier JOC 2013-2014.

L'ACO et les travailleurs immigrés

L'ACO, dès ses débuts en 1952, a regroupé des hommes des femmes d'origine et de nationalité différentes mais qui vivent la condition ouvrière.

À la différence de la JOC, elle ne se situe pas comme organisation du monde ouvrier, mais comme mouvement de partage, de réflexion pour ses membres «chercheurs de Dieu» dans la vie ouvrière et les organisations du mouvement ouvrier.

«Grâce à l'action du mouvement ouvrier, des hommes et des femmes, jeunes et enfants, s'organisent dans la classe ouvrière pour vaincre l'injustice, les humiliations, les divisions. Des liens fraternels se tissent, des solidarités, qui prennent des dimensions nationales et internationales, rapprochent les travailleurs malgré bien des souffrances, des déceptions¹⁴.»

Dans la vie ouvrière, des travailleurs immigrés ou issus de l'immigration se sont constitués en équipe d'ACO. Dans les années 1970 autour des entreprises sous-traitantes de l'Arsenal de Toulon, des chantiers de La Seyne et de La Ciotat, une équipe spécifique africaine a vu le jour.

Dans ces réunions d'équipe, les copains immigrés ont toute leur place, ils peuvent prendre la parole: un copain africain témoigne de la tentative de créer un syndicat dans sa boîte à La Ciotat. Il explique que la plupart sont nouveaux en France,

qu'ils ne savent pas parler le français, les Français ne leur ont pas expliqué ce qu'était le syndicat.

«On s'est réuni entre Africains, pour expliquer aux copains. On décide d'une grève si le patron ne décide pas d'une augmentation. Nous avons discuté du syndicat entre nous: certains disent que le syndicat nous soutiendra, d'autres ont peur. On le cherchera en se renseignant près des



14. Déclaration finale de la Rencontre nationale de l'ACO, mai 1974 à Issy-les Moulineaux.

travailleurs des chantiers... Une quarantaine d'Africains ont participé au mouvement... Il y avait plusieurs dialectes, et pour parler aux autres, nous avons choisi un type de chaque dialecte¹⁵.»

L'ACO prend toute sa place dans le combat ouvrier et solidaire avec les travailleurs immigrés. À La Seyne-sur-Mer elle signe un tract commun le 10 septembre 1973¹⁶ avec les organisations des CNIM (Chantiers). Quel contraste avec la CFTC qui par son conseil syndical réuni le 5 septembre «constate la présence excessive dans le Var de Nord-Africains et s'inquiète du fait qu'un grand nombre de ces immigrés posent problème de par leurs mœurs, leurs coutumes, et leurs habitudes, perturbant celles de ceux qui les reçoivent.¹⁷».

Bien souvent que ce soit au travail ou dans le quartier, la cité, les conditions de vie difficiles rendent la cohabitation insupportable entre Français et immigrés.

Jean Pierre, prêtre-ouvrier, en réunion d'équipe ACO en octobre 1975 déclare :

«Il est arrivé l'autre jour aux Chantiers un tuyauteur dans un très grand état d'excitation. Il vit au rez-de-chaussée d'un immeuble du Messidor (La Seyne) et est le voisin de trois familles espagnoles et celles-ci mènent une vie infernale. Il n'en peut plus, cette cohabitation devient impossible, il veut partir. Nous avons discuté avec lui, mais son point de vue est de renvoyer les étrangers, surtout les clandestins, il est écœuré. La condition ouvrière des travailleurs est telle, qu'il leur faut un effort

15. Témoignage du secteur de Toulon. Session d'étude régionale du 29-30 novembre 1975, Archives ACO du Var.

16. Tract La Seyne le 10 septembre 1973 CGT, CFDT, PCF, PS, JC, Mouvement de la Paix, ACO.

17. *Var Matin Républicain*, 9 septembre 1973.

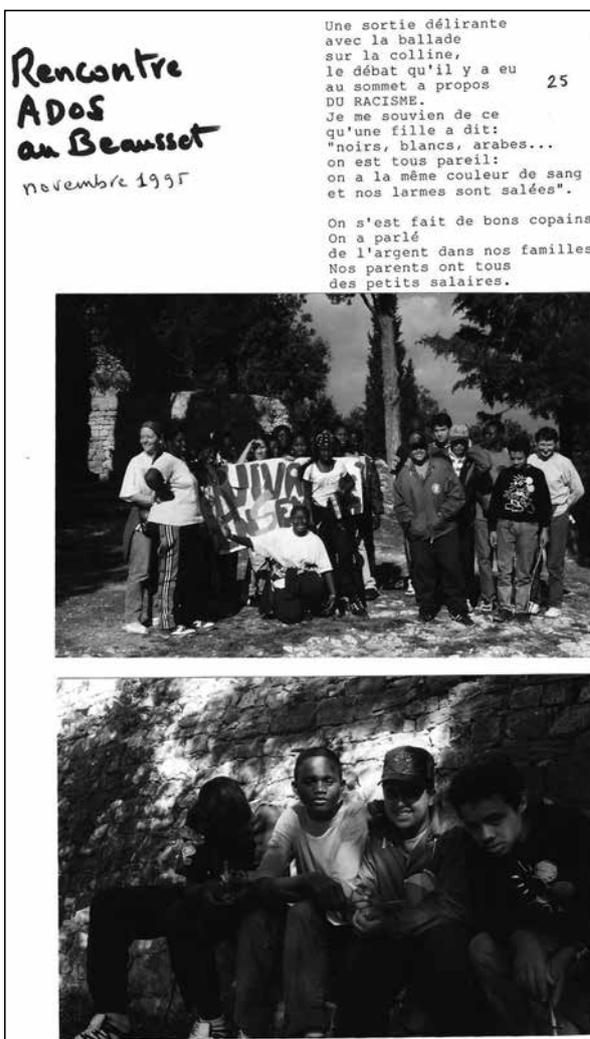
énorme pour prendre conscience des problèmes internationaux¹⁸.»

L'ACO pour donner la place aux travailleurs immigrés a organisé la mise en place d'équipes spécifiques, comme partie intégrante du mouvement¹⁹.

À Toulon, dans les années 1980, une équipe s'est constituée autour des travailleurs portugais et de leur famille, équipe qui perdure aujourd'hui. Cette équipe véritable lieu de rencontre a fait progresser ces travailleurs vers l'engagement dans le combat ouvrier, a contribué aussi à avoir un autre regard sur l'autre étranger nord africain.

Aujourd'hui les militants de l'ACO du Var, actifs au sein des organisations du mouvement ouvrier et social, sont aussi très attentifs aux immigrés les plus démunis, auprès des sans papiers, des sans logement. Ils s'investissent dans les collectifs: droit

au logement pour tous, à la Ligue des droits de l'homme, avec les gens du voyage ou les Roms, dans le Réseau éducation sans frontière, ou en accompagnement des familles de détenus de la maison d'arrêt de la Farlède. Pour que leurs actions ne passent pas inaperçues, ils ont investi les Cercles du silence²⁰.



Une sortie délirante avec la ballade sur la colline, le débat qu'il y a eu au sommet a propos DU RACISME. Je me souvien de ce qu'une fille a dit: "noirs, blancs, arabes... on est tous pareil: on a la même couleur de sang et nos larmes sont salées".

On s'est fait de bons copains. On a parlé de l'argent dans nos familles. Nos parents ont tous des petits salaires.

18. Compte rendu réunion d'équipe ACO de La Seyne, 18 octobre 1975, Archives ACO du Var.

19. Document Rencontre nationale ACO, mai 1986, p. 40.

20. Les Cercles du silence ont été créés en 2007 par Alain Michel, frère franciscain de Toulouse, pour protester contre l'enfermement des personnes pour le seul fait d'être entrés en France pour vivre mieux et sauver leur vie. La démarche est non-violente, chaque citoyen est invité à se recueillir une heure en silence sur la place publique (site internet Ceras, Recherche et action sociale).

Annexes

Un petit tour sur le Web

L'association Ancrages (Marseille)

Patrick Hautière

Ancrages, créée en 2000, a pour objectif d'inscrire l'histoire des migrations dans le patrimoine national.

«**Diffuser** des ressources documentaires sur la thématique migratoire en Provence-Alpes-Côtes d'Azur.

Valoriser l'immigration comme processus majeur dans l'histoire du peuplement en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Sensibiliser à l'approche pédagogique du fait migratoire

Transmettre la mémoire des populations immigrées dans une approche patrimoniale, artistique et culturelle.

Informier les détenteurs d'archives privées de l'immigration sur la collecte des archives familiales, d'entreprise et d'associations des Bouches-du-Rhône.

Qualifier les acteurs du territoire et animer la réflexion sur ce qui fait patrimoine.

Accompagner le passage des mémoires collectives à la production historique et patrimoniale.»

Le site s'ouvre sur une photo sans légende où l'on voit des personnes qui passent devant un mur façonné de briques et de béton. C'est assez surprenant, cela ressort-il du symbole, ou ne serait-ce qu'une photo prise au cours des balades patrimoniales faites autour de Marseille comme le laisserait supposer une autre photo plus petite située en bas à droite de l'écran?

En feuilletant les pages du site, on découvre une page très intéressante avec les balades patrimoniales, parmi celles-ci: La balade «Marseille terre d'accueil» propose de revisiter l'histoire de l'immigration à Marseille, par une promenade le long de la façade maritime qui conduit du quai d'Arenc jusqu'au fort Saint-Jean.

La visite de l'usine Martin Frères, une tannerie située quartier Séon Saint-André, nous fait découvrir l'histoire de cette usine et de ses ouvriers venus d'Italie, d'Espagne, ou de Kabylie jusqu'à sa fermeture.

Une page est consacrée aux ateliers pédagogiques réalisés par l'association à partir de différentes sources d'archives: iconographiques, photographiques ou audiovisuelles.

On découvre aussi une exposition itinérante «Genre, Immigration et Engagement» en partenariat avec les archives départementales des Bouches-du-Rhône. Elle présente des portraits de femmes migrantes qui ont joué un rôle important dans l'histoire de la cité. Cette exposition invite le visiteur à explorer avec un autre regard sur le féminisme et l'émancipation des femmes.

Ancrages organise des formations pour les professionnels accueillant une population étrangère ou immigrée et possède un Centre de ressources documentaires sur l'histoire sociale des migrations. Le catalogue en ligne de 3 000 ouvrages et revues permet d'accéder à de nombreux livres et documents sur les différents aspects de l'immigration, de son histoire, sur le droit des étrangers et la condition des femmes dans le monde, etc.

La page «Actions/Collecte d'archives» invite les particuliers et les associations à déposer leurs archives dans les centres publics d'archives. Sans archives, pas de recherche historique, pas de travail de mémoire, pas de valorisation du patrimoine. La conservation des archives s'inscrit comme des témoignages légitimes de la diversité des migrations qui ont façonné l'histoire de notre région: «*Ce travail de sensibilisation et de sauvegarde doit s'inscrire dans la durée pour permettre aux différents détenteurs d'amorcer le travail de "deuil" qu'implique la donation du fonds d'archives. Elle doit s'inscrire dans la durée pour donner le temps aux archivistes de classer les fonds et de valoriser ces documents aux yeux de leurs donateurs.*»

Ancrages a créé un guide à l'usage des détenteurs d'archives privées de l'immigration en Provence Alpes Côte d'Azur et disponible sur le site.

En quelques lignes, j'espère vous avoir donné la curiosité de visiter ce site passionnant, sur cette association qui fait un travail remarquable sur l'histoire de l'immigration autour de Marseille.

www.ancrages.org

www.culture-13.fr/agenda/marseille-provence-rivages-des-produits-du-monde-et-des-ouvriers-d-ailleurs.html

Notes de lecture

Gérard Leidet

Marius Apostolo, *Traces de luttes 1924-2007. Mon engagement entre utopie et réalité* Autrement, 2008, préface de Gérard Noiriel



Marius Apostolo s'est éteint le 16 février 2007... celui qui fut immédiatement salué par la Cité nationale de l'immigration comme une « grande figure de l'histoire de l'immigration et du mouvement ouvrier » a eu le temps de faire le récit de sa vie dans *Traces de luttes*. Son rappel des quartiers nord de Marseille, où il est né en 1924, égrène ses frustrations d'enfant de parents immigrés pauvres mais aussi ses batailles. Il évoque ainsi les actions parfois dangereuses des années 1945-1950, ces années où il a inventé avec ses amis *le mouvement des squatters*. Chez Renault-Billancourt, dont il fait un portrait empli de connaissances inédites, il revit les grandes luttes menées par la CGT dans les années 1950 puis à partir de 1980, l'écroulement de ces « forteresses syndicales ». Quant à l'immigration, qui aura été sa préoccupation – et sa tâche – pendant de longues années, son récit s'énonce prémonitoire : l'immigration sera l'un des problèmes centraux du 21^e siècle.

Au départ, rien de plus banal que la vie d'un garçon né de famille pauvre, élevé dans les quartiers nord de Marseille et qui ne devait pas se faire remarquer : ni dans la rue ni à l'école, nulle part, sinon par sa bonne conduite. La vie en décida autrement : il se fit remarquer !... Marius Apostolo était né en France en 1924 : « Je suis né à Marseille, dans les quartiers Nord, tout près de raffineries de sucre qui tournaient essentiellement grâce au travail de Nord-africains et d'Africains. Mon père était réfugié grec¹, chassé par les Turcs, arrivé dans la cité phocéenne en 1917, ma mère italienne. Nous étions sept enfants, mes parents étaient quasi analphabètes ; je leur dois beaucoup... ».

Dans cet ouvrage qui articule avec bonheur trajectoire militante et histoire sociale, on retiendra ici quelques éléments saillants²... Dès son entrée

1. Pendant sept ans, Apostolo a porté la nationalité grecque et faisait donc partie de cette « deuxième génération » si souvent évoquée.

2. Pour mieux connaître l'itinéraire de Marius Apostolo, le lecteur peut se reporter à la notice très complète que lui a consacrée Françoise Richou dans

dans la vie active, Apostolo trouva dans le mouvement ouvrier un cadre de combat vis-à-vis de l'exploitation patronale et des injustices sociales. Il adhéra en 1945 à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne puis au Mouvement Populaire des Familles (devenu Mouvement de Libération du Peuple en 1950) dont il sera secrétaire général en 1949. Quand il raconte la scission du Mouvement de libération du peuple en 1951, il revisite un conflit politique qui ne fut pas que personnel. En 1946, en région PACA, il créa le mouvement des squatters qui contribua au logement de 2 500 familles par la réquisition de logements libres. Embauché en 1951 à la Régie Renault comme ouvrier spécialisé, militant à la Fédération de la Métallurgie, il fut licencié pour fait de grève politique (commémoration du 12 février 1934), puis élu secrétaire adjoint, permanent, du syndicat CGT de Renault pendant onze ans³. À partir de 1967, son engagement en faveur des travailleurs immigrés devint central dans son activité militante ; puis l'expérience de l'usine aidant, après s'être ouvert au monde du travail, il milita au sein d'associations familiales. En 1988, il avait fondé le Groupement de recherches, d'échanges et de communication (GREC) regroupant chercheurs, historiens, sociologues, économistes, responsables d'associations, axant l'action sur les questions d'emploi, de formation professionnelle, d'insertion sociale et culturelle en direction des femmes, des jeunes et des immigrés⁴.

Avec ce livre Marius Apostolo, qui a su dire « je » sans jamais abandonner le « nous » partagé et solidaire, parle – au-delà du cercle des militants syndicaux et associatifs – à tous ceux qui pensent (et aux autres !) que l'immigration ne doit jamais cesser d'être une « dimension légitime de la mémoire collective ».

.....
le *Maitron, Dictionnaire biographique Mouvement ouvrier-mouvement social*, t. 1, 1940-1968 (dir. Claude Penetier), 2003.

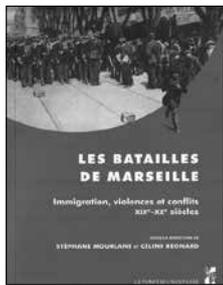
3. Lors de la grève Renault à l'île Seguin, il sera poursuivi et emprisonné à Fresnes le 27 avril 1953. De juin 1967 à février 1983, il fut responsable du Secteur Confédéral chargé des Immigrés à la CGT.

4. La même année, il fut l'un des initiateurs de « l'Appel des 44 », texte qui protestait contre l'attitude du PCF qui imposait à la CGT de soutenir publiquement le candidat communiste au premier tour des élections présidentielles. Il rendit sa carte du Parti Communiste auquel il avait adhéré en 1956.

Stéphane Mourlane, Céline Regnard

(dir.), *Les batailles de Marseille. Immigration, violences et conflits, 19^e-20^e siècles*

Presses universitaires de Provence, 2013



Aux côtés de ce *Bulletin de Promémo* consacré aux rapports entre l'immigration

et le monde ouvrier en Provence, la lecture de cet ouvrage collectif prendra toute sa place. Dirigé par Stéphane Mourlane et Céline Regnard⁵, il a pour ambition de déconstruire les idées reçues sur les rapports qu'entretiennent les phénomènes migratoires et les affrontements conflictuels, porteurs de violence.

Y a-t-il encore quelque chose à écrire sur l'histoire de l'immigration depuis *Migrance*, l'ouvrage fondamental d'Émile Témime qui balaie six cents ans d'histoire de la présence étrangère dans la cité phocéenne, s'interrogent initialement Stéphane Mourlane et Céline Regnard? La lecture de ces «Batailles de Marseille» (nous) ôte vite ce doute. Divisé en trois parties, le livre à travers ses différentes contributions nous rappelle utilement que la mémoire de l'immigration à Marseille a été (et demeure?) affectée, recouverte dès les années 1980 par le «voile idéal du cosmopolitisme».

Dans un premier temps, les auteurs rassemblés ici⁶ s'interrogent sur la façon dont la présence de l'«autre» suscite la violence. Et la question de la migration comme facteur de violence et de criminalité est rapidement soulevée, à travers la notion de xénophobie. Ce n'est qu'ensuite, dans une troisième partie consacrée à la recherche d'autres éléments explicatifs des tensions traversant la société marseillaise à l'époque contemporaine, que la question qui parcourt le livre – «Marseille ville d'immigration, est-elle une ville de batailles»? suscite des éléments de réponses très stimulants. Comment échapper à une lecture stéréotypée de l'histoire de(s) l'immigration(s) à Marseille? Telle semblait être une des visées initiales de cet ouvrage. Le but est visiblement atteint car le livre évite constamment deux écueils qui peuvent toujours accompagner chaque «bataille», passée et à venir, de Marseille: ni récit d'une cohabitation sans conflits, ni discours autour d'une xénophobie sans cesse réactivée. Au-delà de l'apport singulier et lucide de ce livre à l'histoire contemporaine de Marseille, est-il besoin d'en souligner

.....
5. Plusieurs membres du groupe «Migrations, circulations et territoires en Méditerranée» de l'UMR Telemme figurent au sommaire de l'ouvrage.

6. On ne peut revenir dans le détail de chacune des quinze contributions de cet ouvrage. Qu'on nous permette cependant d'évoquer ici celle de Robert Mencherini, président de Promémo, qui évoque les «violences et conflits dans les camps pour travailleurs indochinois à Marseille dans les années 1940».

les vertus éducatives et citoyennes si nécessaires, à Marseille comme ailleurs, pour comprendre le cosmopolitisme marseillais du... 21^e siècle?

Laure Teulières, *Immigrés d'Italie et*

paysans de France (1920-1944)

Presses universitaires du Mirail, 2012



Dans ce livre qui vient d'être heureusement réédité, Laure Teulières évoque la période de l'entre-deux-guerres au cours de laquelle

le sud-ouest de la France connaît une vague migratoire d'un nouveau genre. Des familles transalpines viennent du nord de la Péninsule pour s'employer dans l'agriculture et ses campagnes dépeuplées. Près de 80 000 Italiens s'établissent ainsi dans la région où ils deviennent une composante essentielle de la société locale. Originale par son mode d'implantation et ses caractéristiques sociologiques, cette population rencontre un Midi encore très rural, tandis que le contexte politique est marqué par les clivages nés du fascisme et l'aggravation des tensions internationales.

Retracer l'histoire de cette immigration, c'est dire aussi la façon dont celle-ci est reçue et perçue, depuis les premières arrivées au début des années vingt jusqu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Acceptation et crispations, visions stéréotypées et nouveaux liens de voisinage, sentiment de proximité et perception de l'«autre»: autant de figures contrastées au travers desquelles on voit se transformer l'histoire des relations entre ces Français et ces Italiens désormais amenés à vivre ensemble. Une évolution certes complexe, dont le présent ouvrage s'efforce de mettre au jour les mécanismes, tout en offrant, par-delà l'examen d'un cas particulier, un modèle général pour l'étude des «vicissitudes de l'opinion publique» et de ses représentations croisées face à un phénomène migratoire.

Antonio Bechelloni, Michel Dreyfus et

Pierre Milza (dir.),

L'intégration italienne en France. Un siècle de présence italienne dans trois régions françaises, 1880-1980

Complexe, 1995



Cet ouvrage collectif (près d'une trentaine de contributeurs) reprend les actes d'un colloque tenu en 1993 par le Centre d'études et de documentation sur l'émigration italienne (CEDEI). Il entend faire le point sur l'intégration des migrants italiens dans la société française en s'intéressant plus précisément à l'émigration transalpine dans la région parisienne, le sud-ouest aquitain et le sud-est

méditerranéen autour de la période 1880-1960.

Le livre, divisé en trois parties, aborde d'abord les courants migratoires, les agents d'intégration et les représentations. On sera notamment sensible à la contribution de S.-D. Delesalle qui a étudié avec minutie les militants d'origine italienne dans le *Maitron*⁷. Un article remarquablement complété par la synthèse de Robert Paris sur les Italiens et le mouvement ouvrier français de 1870 à 1915⁸. Ensuite, comment ne pas mentionner et recommander fortement la lecture de la contribution d'Émile Témime⁹ sur l'intégration en plusieurs temps des Italiens de Tunisie à Marseille.

Sur la dizaine d'études qui composent la deuxième partie du livre consacrée aux milieux d'accueil, cinq concernent la Provence¹⁰. Où l'on retrouve d'abord sous la plume d'Émile Témime, une synthèse fort réussie relative à l'intégration des Italiens dans le sud-est méditerranéen. Deux belles études départementales accompagnent cette «introduction» de Témime: l'article de Ralph Schor sur l'intégration très spécifique des Italiens dans les Alpes-Maritimes et celle de Jacques Girault (voir son article dans ce bulletin) sur les «Italiens du Var entre les deux guerres» prolongeant ici en partie les recherches universitaires de l'historien¹¹. On n'oubliera pas le monde des campagnes et l'enquête minutieuse de Gérard Claude¹² est là pour rappeler l'intégration inachevée, inégale puis l'assimilation très progressive des Italiens en milieu rural à travers «l'exemple Provençal» (fin 19^e-milieu 20^e). Dernière contribution «provençale», celle d'Éric Vial a l'originalité d'observer le phénomène de l'intégration sur un temps politique et social singulier – le

7. Jean Maitron (dir.), *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, L'Atelier.

8. Michel Dreyfus qui s'intéresse lui à l'action de la CGIL dans l'émigration italienne depuis 1945 avec L'Istituto nazionale confederale di assistenza parachève avec rigueur et talent cet ensemble de trois contributions centrées sur le couple immigration italienne/mouvement ouvrier.

9. Voir sa monumentale et unique histoire des migrations à Marseille en 4 volumes, *Migrance* qui s'échelonne sur plus de cinq siècles (1482-1990), ainsi que *Marseille transit: les passagers de Belsunce*, Autrement, 1995; et *Un rêve méditerranéen. Des saint-simoniens aux intellectuels des années trente* (1832-1862), Actes Sud, 2002.

10. Les six autres études concernent l'Aquitaine et la région parisienne.

11. Thèse de doctorat d'État, Université de Paris 1, 1990. J. Girault a par ailleurs présenté en octobre 1987 une mise au point de la question des naturalisations et les principaux résultats varois sous le titre «L'étude de la naturalisation comme moyen de connaissances de l'immigration italienne en France, fin 19^e siècle-1940»; voir à ce propos *L'immigration en France dans les années 20*, article, p 47-58, 1988.

12. La démarche de G. Claude repose sur l'examen d'une série de monographies villageoises aux milieux socio-économiques forts différents: Cuges les Pins, Saint Rémy

Front populaire – à travers la (courte) existence et l'activité d'une «organisation de masse» assez méconnue, l'Union populaire italienne¹³ (UPI), dans le sud-est méditerranéen.

La troisième partie du livre (les Italiens dans d'autres pays européens) permet la comparaison avec les expériences migratoires dans d'autres pays européens¹⁴. Le cadre européen autorise l'examen des grands traits de la présence italienne dans des contextes urbains propres à d'autres réalités nationales, entre analogies et différences...

À la question: «Y a-t-il eu un modèle italien d'intégration dans la société française aux 19^e et 20^e siècles?», les réponses apportées par les auteurs sont bien évidemment nuancées. De la lecture de l'ouvrage, il ressort qu'il n'y a pas eu un modèle unique et linéaire de l'intégration italienne en France, mais des parcours divers qui tiennent à la période concernée, aux traits spécifiques de la région d'accueil, à l'identité culturelle des migrants, aux aléas des contextes économiques, sociaux et politiques... à bien d'autres facteurs encore qui font du processus d'insertion dans la société française un phénomène complexe.

Gérard Noiriel, *Gens d'ici venus d'ailleurs, La France de l'immigration de 1900 à nos jours*
Le Chêne, 2004



Les éditions du Chêne ont eu l'heureuse idée de confier à Gérard Noiriel¹⁵, historien et l'un des pionniers de l'histoire de l'immigration, l'écriture de ce «beau livre»¹⁶.

13. L'UPI, organisation périphérique du Parti communiste italien, succède aux *Comités de Front unique* lors de leur dernier congrès à Lyon les 28 et 29 mars 1937. Créée donc au printemps 1937, mise à mal à l'automne 1939 par le Pacte germano-soviétique, elle disparaît lors de la débâcle en France, après quelques tentatives de reconstitution. E Vial, *op cit*.

14. Reich impérial allemand (1870-1914), Grande-Bretagne (1890-1990), Belgique, Suisse (avant 1914).

15. G Noiriel est notamment l'auteur de *Le creuset français* (Le Seuil, 1988), qui l'a fait connaître au grand public; *Population, immigration et identité nationale en France*, Hachette-Éducation, 1992; *Réfugiés et sans papiers*, Hachette-Pluriel, 1998; *État, nation et immigration, vers une histoire du pouvoir*, Belin, 2001; *Atlas historique de l'immigration en France*, Autrement, 2004... pour ne citer que les ouvrages relatifs à la thématique de l'immigration.

16. Cette maison d'édition, spécialisée dans l'édition de «beaux livres» a aussi publié plusieurs ouvrages, sur des thématiques proches de nos préoccupations: *La France industrielle. Gens des ateliers et des usines, 1890-1950* (D. Woronoff, 2003); *Le temps de l'école, de la maternelle au lycée, 1880-1960* (J.-N. Luc et G. Nicolas, 2006, des textes et des photos assez remarquables, notamment sur le syndicalisme enseignant).

Étroitement articulée à l'histoire sociale de la France, l'immigration a tour à tour été l'objet «d'aspiration et de refoulement», oscillant de façon permanente entre appel à main-d'œuvre et expulsions, accueil républicain et replis xénophobes, intégration et exclusions.

Des étrangers que des organismes spécialisés allèrent recruter dans leurs villages d'origine furent le plus souvent des travailleurs en quête de meilleures conditions de vie, parfois des exilés chassés par des guerres ou des régimes dictatoriaux, sans oublier ces artistes venus chercher ici la créativité et la liberté d'expression... Si tous arrivèrent avec dans le cœur l'espoir de rentrer un jour chez eux, souvent ils firent souche, et participèrent à la vie de la nation, allant jusqu'à mourir pour elle lorsque les événements de l'histoire l'exigèrent. S'intégrer ou conserver ses différences, maintenir vivant son héritage linguistique et culturel tout en se fondant dans la société française pour donner une meilleure chance à ses enfants, conquérir ou retrouver un «bon» statut social, telles sont les questions qui se posèrent et se posent encore à ces immigrants qui ont aidé à la construction du pays. Des questions auxquelles cet ouvrage, divisé en quatre parties apportent des éléments de réponse. Du «partir» (voyager, se loger, affronter l'État) à la possibilité de «cultiver ses différences» (vie associative, transmettre sa culture, lieux de mémoire...) en passant par la nécessité de «se faire une place» (les métiers d'immigrants, la vie de famille, le rejet) ou la tentative de s'intégrer (la mobilité sociale, l'action syndicale, «mourir pour la France»...) aucun aspect de la vie quotidienne – individuelle, familiale, sociale et collective – des migrants n'échappe à la vigilance attentive de l'auteur.

La place de l'iconographie accompagne de près – à moins que ce ne soit parfois l'inverse – un texte toujours précis et chaleureux. Au travers de plus de 300 photographies noir et blanc, Gérard Noiriel donne à voir cette réalité de l'exil et de l'accueil, ces flux migratoires souvent incompris qui alimentent les fantasmes. En commentant ces photos prises tout au long du siècle, il brosse un portrait lucide et bienveillant de ces «gens d'ici venus d'ailleurs», de leurs conditions de vie, de leurs choix face à l'éloignement, et redonne sa vraie place à l'histoire de l'immigration.

Denis Peschanski, *Des étrangers dans la résistance*



L'Atelier/Musée de la
Résistance nationale, 2002

On a souhaité conclure ces notes de lectures consacrées à l'immigration dans le monde du travail, en évoquant ici d'autres aspects relatifs à la place des étrangers dans la vie nationale. En effet, partie prenante de l'histoire industrielle et de celle du mouvement ouvrier, le rôle des étrangers fut éminent dans bien d'autres domaines. Il en fut ainsi, durant

la résistance au nazisme en France qui fut l'œuvre d'hommes et de femmes de toutes origines sociales, politiques et nationales. Parmi ceux-ci, les étrangers ont occupé une fonction décisive. Venus en France pour des raisons économiques ou politiques – beaucoup fuyaient les fascismes –, ils se sont battus pour un pays qui les avait accueillis. Ce fut aussi le cas de nombreux combattants africains et maghrébins issus des colonies, simples sujets de l'Empire français.

La résistance de ces étrangers, souvent anonymes, fut longtemps occultée au bénéfice d'une mémoire et d'une histoire qui se voulaient avant tout nationales. Cet ouvrage retrace les raisons et les étapes d'un engagement pour la liberté dans lequel beaucoup d'étrangers laissèrent leur vie. Cet épisode héroïque fut d'évidence un facteur d'intégration après la guerre. Sa mémoire doit l'être également pour aujourd'hui. Pour évoquer cette «histoire», Denis Peschanski nous propose un dispositif original: le récit historique est jalonné de cahiers photographiques qui ont leur propre cohérence et leur propre titre. Outre des reproductions de documents, dont certains sont inédits, chacun de ses cahiers comprend des biographies, nécessairement succinctes¹⁷, des visages... «des visages de l'héroïsme». Illustré par cette abondante documentation iconographique, le texte de l'historien met en lumière l'une des pages les plus tragiques et les plus émouvantes de l'histoire contemporaine: le combat de résistants venus d'ailleurs qui, dans la nuit du nazisme, celle des «années noires», avaient fait leur vers de Louis Aragon: *Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant / Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir / Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant*¹⁸...

Nos adhérents écrivent...

L'actualité chargée de ce bulletin spécial de *Promémo* ne nous permet pas de rendre compte de deux ouvrages qui viennent de paraître. Nous signalons néanmoins leur parution et y reviendrons en détail lors du prochain numéro: Charles Bianchéri, *Des apprentis en résistance: la lueur d'espoir* (FTP, 2013), évoque son expérience de syndicaliste et de militant communiste durant l'Occupation; François Chevaldonné, *Rosa Bordas, Rouge du Midi* (L'Harmattan, 2013), retrace le parcours artistique et l'engagement social de celle qui fut «la Rachel de la chanson», notamment avec La Marseillaise (alors séditeuse) et La Canaille. Arrivée à Paris au sommet de sa popularité, elle prit parti pour la République, puis sous la Commune elle chanta dans les Tuileries ouvertes au peuple.

.....
17. Des compléments peuvent être recueillis dans le très beau travail entrepris sous la dir. scientifique de J.-P. Besse (avec C. Pennetier et T. Pouty) autour du *Dictionnaire des fusillés, massacrés, exécutés en France pendant l'Occupation*.

18. «Strophes pour se souvenir», *Le Roman inachevé*.

L'écomusée du cheminot veynois

Marcel Dubelley

«Merci pour ce retour dans le passé de ces hommes si courageux», a écrit un visiteur sur le livre d'or du musée. Après la regrettable destruction de la rotonde du dépôt¹, la ville de Veynes et la région avaient besoin d'un lieu de mémoire pour retracer l'épopée de la vapeur et les 150 métiers cheminots de cette époque.

Installé en 1999 dans un ancien hôtel particulier acquis par la Communauté des communes des deux Buëch, ce musée est géré conjointement par cet organisme et par l'Association des amis de l'écomusée. Il est ouvert aux groupes toute l'année, et au public de juin à octobre².

Le musée retrace d'abord les étapes de la construction des lignes du PLM dans les Alpes du Sud. La liaison avec Marseille en 1875 (à l'époque, les 200 km Gap-Marseille en 8 heures avec changement de locomotive à Veynes et Pertuis) puis avec Grenoble en 1878 (955 mètres de dénivelé à partir de Grenoble), avec Briançon en 1884, enfin avec Livron et Valence en 1894.

Les lignes vers Corps et Barcelonnette à partir de Gap seront abandonnées en cours de construction et le projet de liaison avec Turin est toujours dans les cartons.

La référence à l'ingénieur du PLM Adrien Ruelle était incontournable. Après ses études concernant 4 000 km de lignes, il a porté le projet Alpes du Sud. Conseiller général du canton de Veynes pendant vingt et un ans, il a choisi Veynes, parmi d'autres lieux possibles, pour installer le nœud ferroviaire et le dépôt.

Autre figure emblématique, sur un plan différent, celle d'Émile Meurier³, cheminot, premier maire communiste du département en 1934, révoqué par Vichy en 1940 et muté par la SNCF à Chalon-sur-Saône, où il s'engage dans la Résistance.

Dans les années 1930, environ 700 cheminots travaillaient à Veynes pour le chemin de fer. L'abandon de la vapeur pour le Diesel en 1955-1960 a marqué le début du déclin de la cité cheminote.

Le musée fait la plus large place au travail des cheminots, de l'entretien des voies et de la conduite des locomotives à la lampisterie en passant par les serre-freins, les gardes-barrières ou l'école d'apprentis (1933-1953).

De nombreux objets, et même un poste de conduite de locomotive, illustrent le chemin de fer de cette époque. On apprend, entre autres, qu'une explosion dans le tunnel en construction sous le col de Cabre a été provoquée en 1887 par la lampe à acétylène d'un ouvrier âgé de 12 ans.

Les luttes des cheminots sont en bonne place dans le musée. Fondé dès 1901, le syndicat des cheminots de Veynes sera au cœur des grandes grèves de février et mai 1920, il sera aussi l'aile marchante des luttes dans la région.

Et le musée n'a pas oublié les opérations de sabotage de machines et de voies réalisées par des cheminots pendant la Résistance.

.....
1. Mise en service en 1885, la rotonde de 6 300 m², qui abritait 54 locomotives, a été dynamitée en 1971 sur décision de la SNCF.

2. www.ecomusee-chemilot.com.

3. Apprenti serrurier à 15 ans, Émile Meurier est embauché au PLM en avril 1920, il anime la grève de mai de cette année-là. Chauffeur de locomotive en 1921, puis élève-mécanicien à partir de 1924, il revient à Veynes en 1946 et prend sa retraite en 1947. Adhérent PCF à partir de 1926, maire de Veynes (1935-1940 et 1965-1981) et conseiller général (1961-1979), il s'est beaucoup investi dans la fédération du PCF et dans diverses organisations sociales des cheminots et de la ville de Veynes.

sous la dir. de
GÉRARD LEIDET et COLETTE DROGOZ
postface de Jacques Rougerie

1870

1871



AUTOUR DE LA **COMMUNE**
DE MARSEILLE

Aspects du mouvement communaliste dans le Midi

PROMÉMO
Promonce, Mémoire et Monde étonné

SYLÈPSE

Pour commander l'ouvrage

Complétez et renvoyez ce coupon accompagné d'un chèque de 15,00 euros

à l'ordre de Promémo à l'adresse suivante :

Rémy Nace Avenue des mûriers 13790 Peynier

ou Gérard Leidet, 3 rue du thym, 13850 Gréasque.

NOM

PRENOM

ADRESSE

TEL. :

COURRIEL

Nombre d'exemplaires souscrits : Montant total :

Date :

Signature :

